

Le Quinzième

jour du mois

sommaire

■ Aujourd'hui à l'Université

Les kinés dans l'œil du cyclone.
Interview du doyen de la faculté de
Médecine, Jacques Boniver. **page 2**

■ Fac à Fac

Devant l'augmentation du coût des
publications scientifiques les chercheurs
se mobilisent. Le salut viendra peut-
être du net. **page 4**

Philippe Busquin, commissaire
européen à la Recherche, prépare le
sixième programme-cadre conçu
comme un outil de la politique
européenne. **page 5**

Les origines de la pensée ou comment
la préhistoire nous aide à mieux
comprendre comment nous sommes
devenus ce que nous sommes. **page 8**

■ Agenda

Florilège de manifestations à
l'université de Liège et ailleurs. **page 6**

"Haciendas des Andes" : une
exposition de photographies à la
galerie Wittert qui nous fait pénétrer
dans l'architecture latino-américaine.
page 7

■ Entreprises

La faculté de Sciences appliquées
vient de se doter d'un Centre d'essais
cryotechniques **page 9**

■ Kot et cours

Quand science et spectacle font bon
ménage. **page 10**

■ A votre service

Karaoke et folles agapes ont rythmé la
soirée de la fête du personnel. **page 11**

■ Trois questions à

Martine Jaminon, nouvelle directrice
de la Maison de la Science. **page 12**

Partenaires du Sud

Le nouveau programme de coopération universitaire est lancé



Depuis 1995, une convention signée avec l'Etat belge mobilise les universités francophones dans une politique d'aide au développement. La Commission permanente de coopération universitaire au développement (CUD), présidée par le Pr Jean Marchal de l'ULg, est chargée de mettre en place les structures et les procédures d'action des institutions. L'enjeu est majeur : si l'essor des universités dans le Tiers-Monde est en grande partie tributaire de l'évolution du pays, l'inverse est vrai également car l'université, outre qu'elle contribue à la formation de la population, valorise par ses recherches le potentiel humain et naturel de la contrée. Le nouveau plan quinquennal de coopération, qui prendra cours dès 2003, entend inscrire ses actions dans la durée.

Voir page 3





Promotions

L'assemblée générale de l'Association des ingénieurs sortis de l'ULg (AILg) a désigné **Robert Borlon** président général et **Paul Delvaux** secrétaire général.

Jean Winand a obtenu le titre d'agréé de l'enseignement supérieur le 17 avril dernier, lors de sa leçon publique "Regards d'aujourd'hui sur l'Égypte d'hier : la quête d'un âge d'or ?" Sa thèse originale s'intitulait "Actionnalité et aspectualité. Essai sur la temporalité en égyptien ancien".

Jean-Pierre Swings, chargé de cours à l'Institut d'astrophysique et de géophysique, a été nommé président du conseil scientifique du programme Aurora d'exploration du système solaire, et ce, pendant la période 2002-2005. Le but ambitieux d'Aurora étant de placer un Européen sur la planète Mars vers 2025-2030.

Ayant eu connaissance des expériences de classe d'immersion dans la région liégeoise, le Roi a souhaité recevoir des informations à ce propos. Il a ainsi reçu en audience au Palais de Bruxelles **Annick Comblain**, chef de travaux à la faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation.

Prix

Le prix du meilleur article en science des systèmes a été décerné à **Daniel Dubois** (faculté des Sciences appliquées, département aérospatiale, mécanique et matériaux) lors du 16^e meeting européen sur la cybernétique et la recherche systémique, qui se tenait à Vienne du 2 au 5 avril. L'article "Theory of Incurative Synchronization of Delayed Systems and Anticipatory Computing of Chaos" est le résultat de ses recherches récentes sur les systèmes anticipatifs. Il développe une théorie mathématique, avec des simulations sur ordinateur, pour anticiper l'évolution future de systèmes par un processus de synchronisation.



Croix-Rouge

La Croix-Rouge de Belgique a organisé un concours de procès simulés en droit international humanitaire. La finale de la quatrième édition a eu lieu au palais de Justice de Bruxelles, le 14 mars dernier. Les étudiants liégeois ont obtenu le prix de la meilleure équipe décerné par le Comité international de la Croix-Rouge (**Catherine Sohier** et **Marie Demaret**, 2^e licence droit, équipe de l'accusation) et le prix des meilleures conclusions (**Sarah Liégeois** et **Tarik Hennen**, 1^{re} licence droit, équipe de la défense).

Valérie Bada vient d'être désignée lauréate de la classe des Lettres de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, pour la bourse octroyée tous les cinq ans par la fondation Jacques et Yvonne Ochs-Lefebvre.

Kiné, mode d'emploi

Dès 2005, les étudiants diplômés en kinésithérapie devront obtenir un agrément pour exercer leur profession dans le cadre de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (Inami). Précisions avec le doyen de la faculté de Médecine, Jacques Boniver.

Le gouvernement fédéral a fixé les règles : à partir de 2005, seuls 450 diplômés par an pourront exercer leur métier dans le cadre de l'Inami (270 néerlandophones, 180 francophones). Parce qu'il y a pléthore d'offre et parce que certains soins n'auraient pas prouvé leur efficacité. « Cette décision se situe dans le droit fil de ce qui se passe en médecine et en dentisterie, remarque le Doyen. Dans le cas présent cependant, la méthode de sélection n'est pas définie et, situation qui complique les choses, universités et hautes écoles sont concernées. »

On mesure mieux la gageure lorsque l'on examine les chiffres : 1600 étudiants s'inscrivent en 1^{re} année kinésithérapie en Communauté française, 600 en sortent quatre ans plus tard le diplôme en poche. Pour 180 places disponibles. En Flandre, on compte 800 inscrits en 1^{re} année et 360 diplômés par an... pour 270 places. En résumé : un étudiant flamand a huit chances sur dix d'obtenir l'agrément Inami; un étudiant francophone, une sur trois. « Or, précise le Pr Boniver, 50% des étudiants de la partie sud du pays sont des Français qui contournent leur propre système de *numerus clausus*. Sur 180 kinésithérapeutes agréés, la moitié risque de repartir en France ! Le paradoxe veut que l'Union européenne nous oblige à accueillir tous les étudiants européens alors que, dans le même temps, l'accès à la profession est verrouillé par les gouvernements nationaux. » Car l'arrêté ministériel concerne tous les anciens étudiants, qu'ils pratiquent en Belgique ou ailleurs en Europe.

Déficit de responsabilité

Les Communautés – qui ont l'enseignement dans leurs attributions – ne veulent à aucun prix organiser la sélection. « La ministre Françoise Dupuis, au nom de l'accès aux études, refuse d'organiser un *numerus clausus*. C'est un dogme politique. Et l'échelon fédéral s'estime parfaitement incompétent pour opérer lui-même un choix parmi les diplômés. D'où l'idée émise du "tirage au sort", solution délirante sur le plan des principes certes, mais parfaitement logique sur le plan politique », s'exclame Jacques Boniver.



Le tollé qui a suivi l'annonce de cette éventualité a assis politiques et responsables de l'enseignement autour de la même table (il faut savoir qu'en Communauté française, neuf hautes écoles et trois universités – ULB, UCL et ULg – sont concernées par la problématique des quotas). Comment faire ?

« Adapter le cursus de kinésithérapie à la déclaration de Bologne constitue actuellement une piste de réflexion, confesse le Doyen. Dans une collaboration entre universités et hautes écoles, les bacheliers réaliseraient leur premier cycle – plus scientifique et moins pratique qu'aujourd'hui – et un master. De plus, on peut supposer que les étudiants européens, soumis au même agrément, seront moins enclins à venir grossir les rangs des candidats kinésithérapeutes en Belgique. » Le bachelier, dans ce cas, bénéficierait d'une formation plus polyvalente, ce qui lui ouvrirait d'autres portes à l'issue de ses trois années d'étude. Il pourrait, par exemple, bifurquer vers d'autres sections paramédicales (santé publique, ergothérapie, etc.). Grâce à ces quelques mesures, et à la réduction possible du nombre d'établissements organisant ces

études, on espère que le nombre de diplômés se rapprocherait sensiblement du quota imposé par le gouvernement fédéral.

Deux vitesses ?

La Communauté flamande voit les choses différemment. Elle souhaite, temporairement, délivrer un agrément et un numéro Inami à tous les diplômés qui le demandent avant de procéder, un an plus tard, à une évaluation. En réalité, 30% des porteurs du diplôme n'exercent pas dans le code Inami mais travaillent dans des salles de fitness, des maisons de repos ou en tant qu'ostéopathes. Le praticien qui souhaitera conserver son numéro Inami devra alors faire la preuve qu'il a ouvert un cabinet et qu'il a des patients.

« Cette dissociation entre agrément et numéro Inami ne me semble pas idéale, déclare Jacques Boniver. Elle risque de générer une médecine à deux vitesses. Du côté francophone, nous n'échapperons pas à la sélection en 2005, voire en 2006, car le nombre de diplômés excédera les quotas. » Y a-t-il un responsable dans la salle ?

Patricia Janssens

Ultra-droites, immigration et diversité culturelle

Carte blanche
À droite des droites classiques, le paysage politique européen s'est considérablement diversifié au cours des dernières années. Skinheads, naziskins et autres groupuscules marginaux violents sont de plus en plus isolés et insignifiants politiquement. De même, les nostalgiques déclarés du nazisme et du fascisme semblent en voie d'extinction biologique.

Des expressions nouvelles – ou "liftées" – plus ambiguës et plus pernicieuses de l'ultra-droite sont récemment apparues en Europe : le FPÖ en Autriche, feu Pim Fortuyn aux Pays-Bas, le post-fascisme d'Alleanza Nazionale, l'irréductible padan et l'ultra-libéro-populisme de Berlusconi en Italie, le parti du Peuple danois, etc. Elles prennent maintenant place aux côtés des mouvements d'ultra-droite plus anciens comme le Vlaams Blok en Belgique et le Front national en France qui contrairement à ce que prétendaient certains spécialistes, se sont durablement installés sur l'échiquier politique.

La diversité des ultra-droites est telle qu'il faut s'interroger sur ce qui pourrait faire leur unité. En effet, on peut se demander ce que font dans un même

gouvernement Alleanza Nazionale et Forza Italia, qui tous deux défendent à leur façon la nation italienne, et la Lega Nord, qui veut au contraire créer un Etat padan indépendant sur les cendres de l'Italie du Nord. De même, comment un homosexuel déclaré comme Pim Fortuyn pouvait-il s'entendre avec un Jean-Marie Le Pen et un Philip Dewinter, lesquels partagent une conception traditionaliste de la famille et condamnent les "déviations" sexuelles ?

En réalité, au-delà de ces différences, des points communs entre les composantes de l'ultra-droite existent. Tous ces partis se présentent comme la seule alternative démocratique aux pouvoirs en place à la faveur d'une stratégie de banalisation. Tous jouent le jeu de la démocratie procédurale. Cela nécessite de rompre – du moins en apparence – avec des discours considérés comme non respectables. Tous dépendent d'un leadership charismatique et souvent autoritaire. Tous sont passés maîtres dans l'art de tirer le maximum des médias : ils s'expriment par slogans simplistes et souvent réducteurs, et n'hésitent pas à faire des déclarations mensongères, si celles-ci peuvent bien passer en télé.

Sur le fond, leur unité est toutefois liée à une idéologie raciste et xénophobe qui les conduit à faire de la lutte contre l'immigration leur principal cheval de bataille. Tant qu'il insistait sur le thème de l'indépendance de la Flandre, le Vlaams Blok restait un parti marginal. Il a fallu le génie politique mal placé de Philip Dewinter pour choisir la voie de la politisation de l'immigration et des problèmes qu'il y

a associés (criminalité, insécurité, "faillite" de l'Etat providence) pour provoquer ses succès électoraux. Récemment, la lutte contre l'islamisation des pays européens est devenue un nouvel axe spécifique de mobilisation des ultra-droites : « L'ombre de leurs minarets ne cachera jamais nos clochers », proclame Bossi en Italie.

Certes, les ultra-droites n'ont pas le monopole du racisme ni de la xénophobie lesquels traduisent la persistance dans la plupart des pays européens d'un racisme diffus en partie lié au passé colonial. Si la nécessité de classer les choses et les personnes est naturelle, le racisme, la xénophobie et l'intolérance ne sont pas des réalités inhérentes à la nature humaine. Toutefois, on ne peut pas nier leur existence aujourd'hui en Europe et ailleurs. Les ultra-droites en ont fait leur terreau électoral.

Qu'on le veuille ou non, l'Europe restera une terre d'immigration et une société multiculturelle. Certains la refuseront toujours. D'autres, la majorité, l'intégreront dans leurs réflexions. En tant que chercheurs spécialisés dans ce domaine, nous avons le devoir d'essayer d'empêcher que l'on dise n'importe quoi sur l'immigration et le multiculturalisme et, ce faisant, de participer à améliorer le fonctionnement d'une telle société. Car finalement, une société multiculturelle démocratique qui fonctionne bien n'est-elle pas le meilleur antidote contre les ultra-droites ?

Marco Martiniello,
maître de recherches FNRS en science politique,
directeur du Cedem de l'ULg

Université sans frontières



Echo

L'extrême droite déboussole les Français

Dans la ville la plus francophone de Belgique, Liège (qui compte en outre une importante communauté française), les résultats surprenants du premier tour des élections présidentielles ont suscité une vive émotion. A l'ULg, qui compte près de 10% d'étudiants français inscrits, de nombreux jeunes ont été brutalement placés devant les enjeux essentiels de la démocratie.

La Fédé a appelé les étudiants français de l'ULg à prendre leurs responsabilités politiques et citoyennes, en les encourageant à voter au second tour et à prendre une position en accord avec les principes démocratiques qui nous semblent fondamentaux (Le Soir, 30/4-1/5). Appel entendu par les étudiants de la Faculté vétérinaire notamment qui furent nombreux, semble-t-il, malgré la session, à retourner quelques heures Outre-Quévrain pour remplir leur devoir civique au second tour (La Meuse et JT RTL-TV, 4/5).

Parmi les scientifiques liégeois, le débat a également été lancé. L'appel général contre Le Pen fait-il penser à celui contre Degrelle, chez nous, en 1937, s'interroge Vers l'Avenir (3/5), qui consulte à ce sujet l'historien Francis Balace. Il y a en effet des points communs, explique-t-il. Notamment le fait que Degrelle voulait se servir des élections pour déstabiliser le régime parlementaire. Mais il s'est trompé de stratégie et les événements se sont retournés contre lui.

Commentant les résultats du second tour pour la Libre Belgique (6/5), le politologue Jean Beaufays en tire quelques enseignements pour la vie politique belge. Il y voit la confirmation des bienfaits de notre vote obligatoire (Ce serait une lourde erreur de changer le système belge). Si, observe-t-il, la Belgique francophone a toujours réagi à ce qui s'était passé en France, il relativise le pouvoir de séduction que pourrait avoir Le Pen chez nous : les politiciens belges démocrates ont plus une action sur le terrain que les français, d'avantage de permanences sociales.

Mais le risque de mimétisme aux élections législatives 2003 est bel et bien redouté. A titre de prévention, un groupe de chercheurs interdisciplinaires a pris l'initiative d'organiser un colloque adroitement nommé "d'extrême urgence". Un des ses initiateurs, le politologue Pierre Verjans, a expliqué le sens de la démarche au Soir (7/5) au lendemain de sa tenue : Nous voulons construire un grand réseau d'information mutuelle sur l'extrême droite. Nous pensons que le milieu universitaire (et celui des intellectuels en général) doit se mettre davantage au service de la société en contribuant, par exemple, à une information de qualité, en signalant via l'internet les études les plus récentes dans chaque discipline. Les chercheurs, quel que soit leur domaine, doivent avoir ce souci de pédagogie, d'explication, de mise en perspective des enjeux sociaux, économiques, politiques...

D.M.

Dès 2003, et ce jusqu'en 2007, les universités francophones vont coopérer pour soutenir institutionnellement et régionalement les pays défavorisés du Sud. Des projets de collaboration et de lutte contre la pauvreté vont voir le jour à travers le nouveau plan quinquennal d'aide au développement qui est élaboré depuis plusieurs mois.

Depuis 1995, une nouvelle convention signée avec l'Etat belge mobilise les universités francophones dans le cadre de la politique d'aide au développement, les établissements ayant pour mission d'exécuter des programmes d'assistance aux pays défavorisés. Toutes les universités* se sont réunies autour d'une organisation fédératrice, le Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (Ciuf), en vue de faciliter la mise en œuvre des projets. Ceux-ci se regroupent sous forme de plan quinquennal. Le premier a concerné les années 1998 à 2002. Le deuxième prendra place dès 2003 et tiendra compte des acquis du précédent.

Rencontres et échanges

Au sein du Ciuf existe une Commission permanente de coopération universitaire au développement : la CUD. Son rôle est de mettre en place les structures et les procédures d'action des institutions. Elle assume une fonction d'interface entre les universités francophones de Belgique et les universités de pays partenaires, africains pour la plupart mais aussi d'Asie, d'Amérique centrale et

d'Amérique du Sud**. Elle est donc devenue un lieu de rencontres et d'échanges, et selon le Pr Jean Marchal, président du Cecodel et de la CUD, « la coopération entend aussi développer à l'avenir des partenariats avec les universités flamandes de Belgique ainsi qu'avec d'autres universités dans le cadre de la création de réseaux européens ».

On distingue deux grande catégories de projets : les "actions-Nord" et les "actions-Sud". Les premières ont leur centre de gravité situé en Belgique : il s'agit d'organiser des cours et des stages spécifiques au sein des universités francophones pour les étudiants des pays défavorisés. Près de 150 bourses seront attribuées chaque année. Au total, l'initiative devrait permettre la formation de plus de 1000 personnes chargées ensuite de mettre leurs compétences au service de leur région. Dans le même temps, chercheurs et professeurs francophones consacreront quelques études sur des thématiques liées à la coopération au développement. Le but étant d'améliorer les connaissances et les compétences universitaires en la matière et de soutenir le travail des jeunes chercheurs. Le budget de la coopération universitaire contribue également aux frais de formation des étudiants des pays en voie de développement inscrits dans nos universités, avec une priorité accordée aux étudiants de troisième cycle.

Les "actions-Sud", quant à elles, sont des initiatives qui se déroulent principalement et directement dans les pays partenaires. « Deux approches sont envisagées, précise Jean Marchal. Il y a d'abord les activités au niveau institutionnel et, ensuite, des projets plus précis. » Ainsi, renforcer le partenaire dans ses différentes vocations (l'enseignement, la recherche, l'administration et les services à la



S'engager dans la voie du développement

communauté) est-il un enjeu majeur. « Cela n'est possible que dans la mesure où le partenaire dispose de chartes fondatrices, de statuts, de règlements, de missions, c'est-à-dire d'un régime institutionnel minimal », explique Jean Marchal. Les projets interuniversitaires ciblés sont scientifiquement plus pointus mais au bénéfice de la société locale. Ils visent à renforcer la capacité de recherche et d'enseignement ainsi que les ressources locales, et à encourager les actions-pilotes et les implications du partenaire dans le développement de sa région.

Démarche citoyenne

« L'inscription dans la durée est un des grands défis de la coopération au développement, continue Jean Marchal. Dans un premier temps, les institutions partenaires vont être un relais de développement, et dans un second temps, des acteurs à part entière. » Si l'essor des universités dans le Tiers-Monde est en grande partie tributaire de l'évolution du pays, l'inverse est vrai aussi car l'université, outre qu'elle contribue à la formation de la population, valorise par ses recherches le potentiel humain et naturel de la contrée. Enfin, elle engrange une expérience et une expertise dans les secteurs-clés du développement qu'elle met à la disposition tant du pouvoir politique que du monde socio-économique.

La mise en place d'une telle coopération résulte d'un travail de longue haleine. Depuis décembre 2000, des groupes de travail, des comités d'experts et de coordination de programmes se sont formés en vue de ce deuxième programme. Les infrastructures scientifiques et techniques sont elles aussi mises à contribution : laboratoires de pointe, matériel informatique et réseaux documentaires sont indispensables à la mise en œuvre des projets dont le caractère interuniversitaire constitue un atout certain.

Cindy François

* A savoir les universités de Liège, Louvain, Bruxelles et Mons-Hainaut, les Facultés universitaires de Saint-Louis, Notre-Dame de la Paix à Namur et des sciences agronomiques de Gembloux, les facultés polytechniques de Mons, catholique de Mons et la Fondation universitaire luxembourgeoise.

** Les universités du Bénin, de Ouagadougou au Burkina Faso, du Burundi, de Kinshasa et de Lubumbashi en République démocratique du Congo, et du Rwanda, mais aussi les universités de Hanoi et de Ho Chi Minh Ville au Vietnam, du Laos, du Pérou, de Bolivie et de Haïti. Notons que la CUD est aussi présente dans de nombreux pays dans le cadre de programmes plus ponctuels.

Renseignements : Jean Marchal, tél. 04.366.92.27, e-mail J.Marchal@ulg.ac.be, ou CUD, rue de Namur 72-74, 1000 Bruxelles, tél. 02.289.65.63, site <http://cud.ciuf.be/>

Sur le terrain

Danièle Sondag est chargée de cours à la faculté de Médecine et responsable pour la Croix-Rouge des centres de transfusion en Belgique francophone. Depuis 1999, elle coordonne un programme de la CUD avec l'aide de Christian Duqué (UCL), gestionnaire du projet.

Le Quinzième jour : Vous êtes la coordonnatrice d'un projet de coopération au Rwanda. Pourquoi ?

Danièle Sondag : Je travaille au Rwanda depuis 1985 environ, dans les hôpitaux et les centres de transfusion. Lorsqu'on a cherché en 1999 un coordonnateur pour un projet inter universitaire dans ce pays, j'ai tout naturellement accepté. S'éloigner de son bureau est excellent pour jeter un œil nouveau sur son activité quotidienne.

Le Q. J. : De quoi s'agit-il ?

D.S. : Le programme dont je m'occupe vise à aider l'université nationale du Rwanda à Butare, sinistrée par le génocide de 1994. Elle comptait alors arrivés 5000 étudiants. Mais lorsque nous sommes arrivés, elle était pratiquement déserte : on n'y faisait plus ni enseignement ni recherche. Tout était à reconstruire.

Le Q.J. : Quelles furent vos priorités ?

D.S. : Avec les collègues rwandais, nous en avons déterminé deux : le redémarrage des cours (en ciblant d'abord les cursus de médecine, d'agronomie, d'ingénieur et de droit) et l'octroi de bourses pour les doctorants pour accélérer la formation d'un nouveau corps professoral. Une trentaine d'enseignants belges se rendent sur place chaque année et reviennent ravis ! Les étudiants rwandais sont en effet extrêmement motivés et très conscients de l'importance de la formation universitaire. Pour le second volet, nous avons établi un système de bourses "en alternance".

L'étudiant boursier pouvait passer dix mois en Belgique mais devait, pendant deux mois, dispenser des cours au Rwanda. Cela pendant toute sa formation doctorale. Cela s'est avéré très concluant.

Le Q.J. : Poursuivrez-vous les mêmes objectifs lors du deuxième programme qui débute en 2002 ?

D.S. : Les deux premiers axes de travail restent d'actualité mais, dans ce nouveau programme, l'accent est mis également sur des projets de recherches, l'idéal étant de monter chez eux un projet interfacultaire qui soit interuniversitaire en Belgique. Par exemple, une prochaine collaboration entre les sections de pharmacie de Liège, de Namur et de Butare me semble intéressante à cet égard, d'autant que l'objectif à moyen terme est de constituer des noyaux de recherches qui soient des embryons de centres plus importants. Il faudra aussi, rapidement, enrayer le manque d'économistes et le déficit de professeurs dans l'enseignement secondaire ou de techniciens d'entretien des laboratoires. Nous avons encore du pain sur la planche.

Pa. J.

Informations sur le site <http://www.nur.ac.rw/>



Christian Duqué, Jean Bosco Butera, vice-recteur, Danièle Sondag et Magnus Kirori, gestionnaire du projet à Butare



Bonnes affaires

Prix

La fondation wallonne Pierre-Marie et Jean-François Humblet décernera son prix pour un travail de fin d'études de 2^e cycle. Sont concernés « les travaux qui enrichissent la connaissance ou le développement de la Wallonie ». Dossier à faire parvenir à la fondation pour le 15 juin au plus tard, Verte Voie 20, 1348 Louvain-la-Neuve.
Contacts : Luc Courtois, tél. 010.45.51.22

Bourses

Le gouvernement du Japon octroie des bourses, dans toutes les disciplines, aux chercheurs brillants (niveau master ou doctorat), maîtrisant déjà la langue japonaise. Les candidatures sont attendues pour la fin du mois de juillet 2002. Parallèlement, les candidats introduiront pour la même période une demande au CGRI.

Contacts : CGRI, Joëlle Porson, tél. 02.421.82.06
site <http://www.wbri.be>



Rappel

Pour des séjours de spécialisation (3^e cycle), de recherches ou d'enseignement aux USA (départ entre juin et décembre 2003), il y a deux organismes principaux : la BAEF (Belgian American Educational Foundation) et la Commission Fulbright (Commission for Educational Exchange between the USA, Belgium and Luxembourg). Les dossiers définitifs sont à rentrer pour le 31 octobre 2002 et/ou 30 avril 2003.

Conditions et programmes de bourses pour un 3^e cycle ou des recherches postdoctorales :
Voir le site <http://www.kbr.be/fulbright/frmdate.htm>

Bourses pour des recherches postdoctorales (plusieurs programmes dans chaque cas) : les dossiers définitifs sont à rentrer pour le 31 octobre 2002 à la BAEF, pour le 1^{er} mars 2003 à la Commission Fulbright (avec la lettre d'invitation).

Pour un MBA (Master's degree in Business Administration or Management) ou diplômes de management similaires (MS degrees in Management Information Science, in Information Technology, in Financial Mathematics, in Marketing Management, etc.), les candidats doivent faire la preuve d'une expérience de travail d'environ deux ans (« have some evidence of meaningful work experience »). La BAEF et la Commission Fulbright ont des programmes spécifiques pour le MBA. Se référer aux sites web pour le détail.

N.B. : nous reviendrons dans un prochain numéro sur les programmes d'enseignement aux USA.

Contacts : informations et formulaires sur les sites <http://www.baef.be/> et <http://www.kbr.be/fulbright/>

Pour d'autres Bonnes affaires, consultez <http://www.ulg.ac.be/ardev>

Un savoir non diffusé est un savoir mort-né. Le chercheur, mieux que quiconque, en est conscient. Ce qui l'amène à coucher sur le papier l'objet de ses travaux. C'est ainsi que, bon an mal an, la recherche avance : en étant lue, citée, reproduite et discutée. Aujourd'hui, le recours au web démultiplie les conditions d'accès démocratiques aux publications. Un collectif de chercheurs (BOAI) tente l'expérience.

Jusqu'à une date récente, c'était des "sociétés savantes" qui se chargeaient d'essimer le savoir haut de gamme. Une sous-traitance commerciale limitée ne faisait alors que libérer l'universitaire d'une activité située en dehors de sa compétence spécifique. Mais, l'appel du profit aidant, des maisons d'édition ont senti le filon et se sont petit à petit spécialisées dans les publications scientifiques. Résultat : celles-ci sont embrigadées dans des opérations marchandes lucratives, voire happées par certains groupes puissants qui en font une chasse gardée, alors que les chercheurs renoncent explicitement à leurs droits d'auteur et à la propriété intellectuelle de leurs productions.

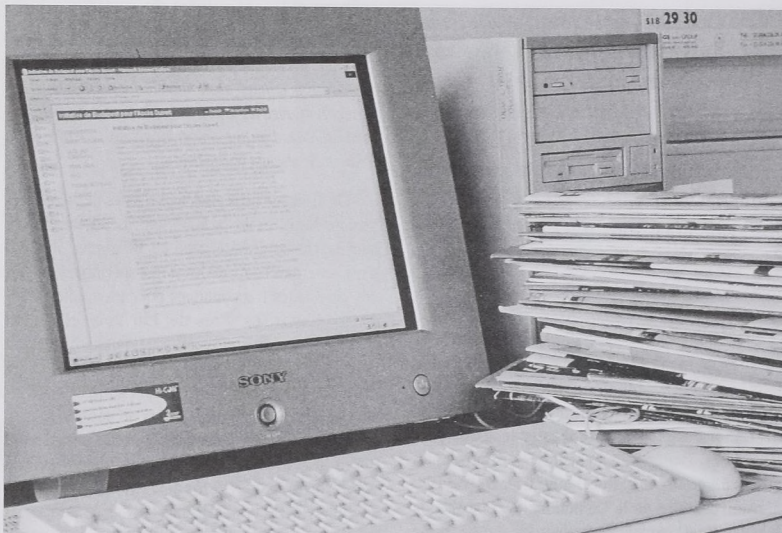
Avantages du numérique

Le prix exorbitant atteint aujourd'hui par les abonnements aux revues témoigne de cette évolution. « Rien que dans le domaine psychologique », constate Paul Thirion, bibliothécaire à la faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation, l'augmentation moyenne était de 26% l'an dernier. L'année précédente, elle était de 20,4%. Tous les secteurs des sciences pures, à vrai dire, sont touchés par cette explosion des coûts. » Et le vice-recteur Bernard Rentier, conscient de cette dérive affolante, de surenchérir : « Les abonnements à certaines revues de chimie ou de physique s'élèvent à 10 000 euros par an. L'accès à l'information qui nourrit la recherche à un prix, compréhensible jusqu'à un certain point, inacceptable au delà. » Le budget des unités de documentation s'en ressent nécessairement, d'autant que les subsides alloués aux institutions universitaires ont une fâcheuse tendance à stagner. Il n'est pas rare d'ailleurs que des abonnements à des revues de qualité aient été, à contre-cœur, tout simplement suspendus.

Face à cette situation devenue intenable, le monde des bibliothèques et des universités a été contraint de trouver des parades. « On a organisé des consortiums », précise Caroline Collette, responsable de la bibliothèque des Sciences (physique, astrophysique et chimie). Le principe est de signer un contrat avec un éditeur pour qu'il s'engage à limiter l'inflation de ses prix. L'ULg et les autres universités de la Communauté française de Belgique l'ont fait avec Elsevier, pour une durée de trois ans. » Ce type de pratique peut cependant avoir des effets pervers : les titres présentés par un groupe donné ne sont pas automatiquement tous intéressants ; de plus, en se focalisant sur ce que diffuse ce groupe, on a tendance à accorder moins d'attention à l'offre des autres, ce qui ne fait que renforcer la position dominante du premier.

Que faire, dès lors ? « Casser le processus d'édition commerciale grâce au numérique », propose Paul Thirion. Il s'agit, ni plus ni moins, de reprendre en charge la totalité du processus éditorial et de l'inverser. Dans cette optique, la publication d'un article dans une revue électronique se fera aux frais de l'auteur – à des taux raisonnables, bien sûr – ou au département où il travaille, mais sa lecture, elle, sera totalement gratuite. Seules les versions papier

L'édition fait place net



Budapest Open Access Initiative (BOAI) : une alternative prometteuse pour les publications scientifiques

resteront payantes. « Le cercle vicieux doit être brisé, souhaite également Bernard Rentier. La libre circulation de la production scientifique étant depuis toujours, et plus que jamais, la sève de la recherche. Le principe d'un accès libre au savoir est plus crucial encore dans les régions moins favorisées, où le coût d'accès à la documentation scientifique est tout simplement inabordable. »

Reprendre le contrôle

La philosophie qui préside à l'Open Access Initiative est donc de mettre, sous forme électronique, le plus de documents possibles à la disposition du plus grand nombre. Aujourd'hui, le portail BioMed Central donne déjà accès à plus de 60 journaux dans le domaine biomédical. Et à ceux qui évoqueraient le risque de faire circuler n'importe quoi sur ce nouveau moyen de communication scientifique, signalons que tous les articles de ce portail ont été dûment examinés par des pairs : un reviewing de qualité peut très bien se faire en dehors des maisons d'édition. De plus, avantage appréciable, l'auteur ne cède pas ses droits : il reste donc maître de la matière première qu'il a produite. Enfin, avec ce mode de publication, la rapidité de la diffusion tous azimuts est assurée et l'archivage ne pose plus de grands problèmes, sans parler des liens aisés pouvant s'établir entre articles et sites.

D'autres initiatives allant dans le sens de l'e-print ont été prises de par le monde, en particulier à Los

Alamos (Etats-Unis) où P. Ginspard, dès 1991, a développé l'expérience des archives électroniques dans le domaine des hautes énergies. Un mouvement d'envergure est désormais lancé. Il répond aujourd'hui au nom de Budapest Open Access Initiative (BOAI), appellation issue d'un collectif de chercheurs qui a mobilisé dans la capitale hongroise des compétences très diversifiées sur la question. Mise officiellement sur les rails le 14 février dernier – date prometteuse entre toutes –, « la BOAI a déjà rallié un grand nombre de personnes et d'institutions représentatives du monde international de la recherche », se réjouit le vice-Recteur. Qui ajoute, enthousiaste : « Il est nécessaire que la communauté scientifique sache qu'elle peut – qu'elle doit ! – reprendre son avenir en mains. »

La balle est maintenant dans le camp des décideurs. Aux membres des comités d'édition de journaux ou d'évaluation des chercheurs, notamment, d'accélérer le processus. Les autorités politiques et universitaires ont aussi leur rôle à jouer dans ce changement radical. Du reste, le FNRS accorde aux "revues électroniques" la même valeur qu'aux "revues papier". Signe encourageant qui devrait avoir raison d'éventuelles réticences face à la publication scientifique par voie électronique.

Henri Deleersnijder

Site <http://www.soros.org/openaccess/>

Centre interfacultaire de recherche en océanologie (Mare)

L'océanologie est par essence un domaine de recherche interdisciplinaire. Issue conjointement des progrès des sciences appliquées (hydrographie, hydrodynamique marine, ingénierie côtière et hauturière) et des sciences fondamentales (chimie, biologie et géosciences marines), elle intègre des travaux de terrain pluridisciplinaires d'une part et la modélisation mathématique d'autre part. Son champ d'action s'est élargi, au cours de la dernière décennie, dans le cadre des études sur le développement durable, aux interactions mer/eaux souterraines et bassins versants, à la physique de l'atmosphère et des interactions air/mer et aux variations des climats, intégrant en même temps les aspects socio-économiques et légaux de la protection et de l'exploitation des ressources des zones côtières et des océans. Les problèmes de santé publique liés à la pollution et à la surexploitation des mers et des zones littorales ainsi que la perspective de trouver, dans l'environnement marin, des substances inédites et prometteuses sur le plan de la biochimie ou de la pharmacie, ont agrandi le champ de l'océanologie

aux sciences biomédicales et vétérinaires. L'existence de zones côtières fertiles et l'exploitation des océans a par ailleurs toujours fait partie, de tous temps, des mouvements de population et de l'histoire des civilisations. C'est dire si un centre interfacultaire en océanologie est pleinement justifié.

Celui-ci s'est donné plusieurs missions : la coordination des recherches interdisciplinaires sur les différents sites d'exploration ; l'élargissement de ces activités aux disciplines nouvelles ; l'organisation des cellules d'expertise et d'intervention afin de répondre aux demandes de la collectivité. Sans parler du maintien de l'ensemble, unique dans la Communauté française de Belgique, d'enseignements complémentaires et de troisième cycle (DEC2 et DEA en océanologie, DEA européen en modélisation de l'environnement marin), d'une école doctorale et de conférences et colloques internationaux.

Renseignements : Mare, université de Liège (bât. B5), 4000 Liège, fax 04.366.47.40, e-mail j.nihoul@ulg.ac.be

Vers un espace européen de la recherche

Concevoir une politique européenne de la recherche qui ne soit pas simplement l'addition des quinze politiques nationales, telle est l'ambition de Philippe Busquin, actuel commissaire européen en la matière. Rencontre avec un Belge qui a fait entendre sa voix dans les sommets européens.

Pour beaucoup d'analystes, les faiblesses structurelles de l'Europe sont la conséquence d'un investissement insuffisant dans la recherche et le développement technologique. Manifestement, la fragmentation des politiques et la capacité limitée de transformation des retombées scientifiques en produits innovants freinent notre développement. En mars 2000, ce constat a conduit le conseil européen de Lisbonne à concevoir la recherche comme priorité de l'Union et Philippe Busquin à affirmer sa volonté de construire un "Espace européen de la recherche". « Pour que l'Europe devienne l'économie fondée sur la connaissance la plus compétitive et dynamique du monde en 2010 », argumente le commissaire. Au récent sommet de Barcelone, sa proposition d'investir 3% du PIB à la recherche d'ici à 2010 était acceptée – après d'âpres débats – par l'ensemble des pays membres de l'Union.

« La recherche a besoin d'une politique soutenue et cohérente. Je considère personnellement que le sixième programme-cadre est un outil pour unir les efforts de la Commission aux politiques nationales et favoriser l'éclosion d'équipes européennes », nous explique-t-il. Concentrer les ressources sur certains projets, éviter que plusieurs laboratoires européens entament les mêmes recherches sans concertation sont les deux grands principes du sixième programme-cadre qui commencera en janvier 2003. Il s'agit de l'instrument essentiel de l'Union en la matière : 17,5 milliards d'euros lui seront accordés en quatre ans (soit 5% du budget européen). Un appel à "manifestation d'intérêts" a été lancé. Date-butoir : le 7 juin.

Quid novi ?

Appel est lancé aux chercheurs : qu'ils fassent connaître leurs projets (un bref descriptif suffit à ce stade), afin que l'Europe précise et oriente ensuite ses appels d'offre. Sept priorités sont déjà retenues qui laissent la part belle aux initiatives : la génomique et la biotechnologie pour la santé; les technologies pour la société de l'information; les nanotechnologies et nanosciences; l'aéronautique et l'espace; la qualité et la sûreté alimentaire; les développements durables, changement planétaire et écosystèmes; le citoyen et la gouvernance dans la société de la connaissance.

Deux instruments nouveaux sont mis en place : le réseau d'excellence et le projet intégré. Le premier – qui sera financé à hauteur de 25% pour l'ensemble de l'équipe – a pour objet de faire progresser les connaissances. « Les universités sont évidemment concernées. Leur seule contrainte sera de collaborer avec d'autres centres européens pour réaliser des économies d'échelle d'une part, et atteindre une taille critique capable de rivaliser avec des équipes américaines ou japonaises d'autre part. Et, insiste Philippe Busquin, toutes les équipes, quelle que soit leur taille, pourront participer au projet. » Le réseau devra au minimum compter trois équipes internationales. La taille variera selon le domaine mais il faut s'attendre à ce qu'un réseau comprenne au moins une demi-douzaine d'équipes. Le montant de la contribution européenne, calculé sur la base du nombre de chercheurs engagés, visera à "faciliter l'intégration", c'est-à-dire à organiser des rencontres entre chercheurs, à permettre des échanges de personnel et à utiliser des infrastructures communes,

etc. « Les réseaux seront utilisés pour promouvoir et diffuser l'excellence dans un domaine précis sans devenir des clubs fermés : ils devront participer au fondamental dialogue science et société », renchérit André Lemaître, secrétaire du Conseil de la recherche. « Il faut en être, conclut Marie-Thérèse Praet, directrice de l'administration Recherche et Développement à l'ULg, car cela apportera un label européen à nos centres. »

Le projet intégré, second instrument, implique un partenariat entre scientifiques et industriels. Il a pour finalité le produit, quel qu'il soit. Financés à 50% par la Commission (100% pour l'équipe universitaire), les projets intégrés devront rassembler au minimum trois équipes de trois pays différents mais l'on s'attend à ce qu'il y ait en moyenne neuf intervenants. « Le couplage de la recherche de base et de la recherche industrielle est un moyen de compétitivité et de dynamisme », assure le commissaire européen. « L'idéal serait sans doute de travailler à la fois dans un réseau d'excellence et dans un projet intégré », conseille Marie-Thérèse Praet.

Qualité de vie

L'enjeu est important. Selon un rapport de la direction générale de l'Emploi, "la capacité de croissance à long terme des économies dépend principalement du rythme soutenu des investissements immatériels (recherche et développement, innovation, éducation)", la contribution du progrès technique à la croissance potentielle étant estimée à 50%, voire 56% dans la zone euro. Et l'on sait que les secteurs de la haute technologie sont à l'origine de 16% de la création d'emplois dans l'Union et que les secteurs intensifs en recherche et développement représentent plus de 25% des emplois, généralement hautement qualifiés. « L'augmentation du budget de la recherche doit servir à améliorer la qualité de vie des citoyens, reprend Philippe Busquin. La santé, l'environnement, l'alimentation font partie des priorités affichées de l'Union. »

Et les chercheurs ? « Le nombre des bourses "Marie Curie" a été multiplié par deux, continue Philippe



Pour Philippe Busquin la recherche a besoin d'une politique cohérente

Busquin. Elles seront attribuées pour favoriser l'accueil de scientifiques partout en Europe et financer leurs programmes de mobilité. » Un petit pas vers un statut européen du chercheur ?

Patricia Janssens

Renseignements : Marie-Thérèse Praet, administration Recherche et Développement, tél. 04.366.52.43, e-mail MTh.Praet@ulg.ac.be, informations sur le site <http://www.ulg.ac.be/ardev/flash/pep/>

Du 11 au 13 novembre 2002 sera officiellement lancé le sixième programme-cadre de recherche.

Une conférence se déroulera à Bruxelles, aux palais du Heysel. Un événement qui sera l'occasion d'un forum entre tous les acteurs de la recherche. Une gigantesque exposition présentera les projets de recherche soutenus par l'Union, etc.

Informations sur le site <http://europeu.int/comm/research/conferences/2002>

Le Pays de Liège revisité

En 1948 paraissait *La Principauté de Liège* de Jean Lejeune, ouvrage magistral retraçant l'histoire de l'ancien Etat liégeois. Plusieurs fois rééditée, cette remarquable synthèse n'a rien perdu de sa qualité, ne fût-ce que par l'élégance de style qui s'en dégage. Mais depuis un demi-siècle, l'historiographie de nos régions, au même titre que celle du Moyen Age et des Temps modernes, a considérablement évolué. Il était donc temps de réactualiser nos connaissances relatives à l'ancien "Pays de Liège".

C'est le but poursuivi par Bruno Demoulin et Jean-Louis Kupper. *L'Histoire de la principauté de Liège* qu'ils viennent de publier aux éditions Privat de Toulouse, sous-titrée *De l'an mille à la Révolution*, fait écho à une *Histoire de Wallonie* parue en 1973 sous la direction de Léopold Genicot et à une *Histoire de Liège* sortie en 1991 sous la direction de Jacques Stiennon. L'attention des auteurs, tous deux enseignants à l'université de Liège – et respectivement président du Conseil supérieur des bibliothèques publiques et doyen de la faculté de Philosophie et Lettres de l'ULg –, se concentre cependant uniquement sur l'ancienne principauté territoriale liégeoise.

Il faut dire que le passé de cette entité politique née avec Notger en 980 en vaut la peine ! Jusqu'à l'aube du XIII^e siècle par exemple, le prince-évêque de la cité mosane, fort du contrôle qu'il exerce sur les riches terres de Hesbaye, peut damer le pion au roi de France lui-même. Avec le déclin du pouvoir des empereurs germaniques et la montée en puissance du Brabant, son autorité s'affaiblit certes, jusqu'au raid destructeur du duc de Bourgogne en 1468, mais Erard de la Marck parvient à redonner vigueur et prospérité au pays. Essor qui sera confirmé, aux XVII^e et XVIII^e siècles, par une croissance démographique et un développement économique sans précédent, préludes à la révolution industrielle.

En 229 pages parsemées d'illustrations, de cartes et de tableaux, l'ouvrage retrace avec clarté les différentes étapes de cette histoire millénaire, jusqu'à la Révolution de 1789 et au décret du 1^{er} octobre 1795 de la Convention annexant la principauté de Liège à la France. Il ne néglige aucun aspect de ce passé prestigieux. C'est dire son utilité, surtout à l'heure où la province de Liège se forge un avenir prometteur. Rien de tel, pour réussir ce genre de défi, que de partir à la recherche de ses racines...

Henri Deleersnijder



Sortie de Presse

L'université est un monde de contrastes et de paradoxes. Le moindre n'est pas d'avoir pour objet l'analyse du réel sous toutes ses formes mais d'avoir négligé de porter ce regard critique sur elle-même. Aujourd'hui, à l'heure où, sous l'impulsion de l'Europe, elle est en train de se transformer profondément, l'université commence à se considérer comme un objet d'étude et de réflexion scientifiques. Cette réalité est beaucoup plus marquée dans le domaine anglo-saxon, là où le monde universitaire est confronté depuis bien plus longtemps aux réformes de gestion, aux partenariats avec l'économie privée, aux politiques d'évaluation, à la détitularisation, etc. Cette expérience a conduit à de nombreuses prises de position mais aussi à l'émergence de réflexions plus fondamentales sur le rôle de cette institution si particulière ainsi que du statut de la science dans notre société. Au-delà des stéréotypes cultivés par les médias de masse, de telles réflexions commencent à se faire jour en Belgique et en France. Voici quelques références pour ceux qui souhaitent en savoir plus afin, peut-être, de pouvoir s'impliquer davantage et en connaissance de cause dans les processus de transformation de l'université.

- Allard J., Haarscher G., Puig de la Bellacasa M., *L'université en questions. Marché des savoirs, nouvelle agora, tour d'ivoire ?*, Bruxelles, Labor, 2001.
- Dewatripont M., Thys-Clement F., Wilkin L., *The Strategic Analysis of Universities*, Editions de l'université de Bruxelles, 2001.
- Garito M.A., *The University for the New Market of Knowledge*, 2000, site <http://nettuno.stm.it/wemex/texts.htm>
- Hirsch W.Z., Weber L.E., (éds.), *Governance in Higher Education. The University in a State of Flux*, London, Economica, 2001.
- Javeau C.L., *Masse et impuissance. Le désarroi des universités*, Bruxelles, Labor, 1998.
- publications du Centre de sociologie des organisations (Paris), site <http://www.cso.edu/site/bibliographie.asp>
- Morin E., *Relier les connaissances. Le défi du 21^e siècle*, Paris, Seuil, 1999.
- Slaughter S., Leslie L.L., *Academic Capitalism. Politics, Policies, and the Entrepreneurial University*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1999.
- Sosteric M., Gismondi M., Ratkovic G., *The University, Accountability, and Market Discipline in the Late 1990's*, in *Electronic Journal of Sociology*, site <http://www.sociology.org>
- Thys-Clement Fr., Verrept M. et Louryan S., (dir.), *Universités, hautes écoles : quelles synergies ?*, Editions de l'université de Bruxelles, 2001.
- Wiener J., *"Tenure Trouble"*, 1998, site <http://www.igc.apc.org/dissent/archive/winter98/wiener.html>
- Zappia C.A., *"The Private Sector and Public Higher Education"*, 2000, site <http://www.theaha.org/perspectives/issues/2000/0005/0005spl5.cfm>



JUSQU'AU 31 MAI

"Haciendas des Andes"

Exposition : photos
Galerie Wittert, place du 20-Août, 4000 Liège
Du lundi au jeudi entre 14 et 17h, ou sur rendez-vous
Mamac, parc de la Boverie 3, 4020 Liège
Contacts : tél. 04.366.53.29
➔ Voir page 7

JUSQU'AU 16 JUIN

Paysages - photographies de l'agence Magnum
et de 120 jeunes Liégeois
Exposition
Mamac, parc de la Boverie 3, 4020 Liège
Contacts : tél. 04.223.19.60

JUSQU'AU 23 JUIN

Louis Leloup, le samouraï du cristal :

mouvements et couleurs
Exposition
Salle Saint-Georges, en Féronstrée 86, 4000 Liège
Contacts : tél. 04.221.93.25

JUSQU'AU 26 JUIN

Michel et Julien Barzin

Exposition : peintures et estampes,
installation de textes
Maison Renaissance de l'Emulation,
rue Charles Magnette 9, 4000 Liège
Ouverture le mercredi de 14 à 18h ou sur rendez-vous
Contacts : Anne-Françoise Lemaire, tél. 04.223.60.19,
e-mail soc.emulation@swing.be

LES 22 ET 24 MAI À 20H, LE 26 À 15H

Opéra de campagne

Théâtre itinérant
Au manège, rue Ransonnet, 4020 Liège
Contacts : réservations, tél. 0497.54.96.17

MERCREDI 22 MAI, 18H

Écritures, Passage des apparences et Schlamm lumineux

Présentation de trois livres d'artiste et lecture de textes
en hébreu, chinois et français
Mamac, parc de la Boverie 3, 4020 Liège
Contacts : tél. 04.343.04.03

DU 23 AU 25 MAI

Le français langue maternelle/étrangère première/ seconde. Vers un nouveau partage ?

Colloque
Organisé par l'Institut supérieur des langues vivantes
Amphithéâtres de l'Europe, Sart-Tilman
Contacts : tél. 04.366.57.59,
e-mail colloque.français@misc.ulg.ac.be

JEUDI 23 MAI, 18H

Concert

Falla, *Le Tricorne*, extraits
Direction, Edmond Colomer;
présentation, Jean-Marc Onkelinx
Salle philharmonique, OPL, boulevard Piercot 25,
4000 Liège
Contacts : tél. 04.366.24.06, e-mail glegrain@ulg.ac.be

VENDREDI 24 MAI, DE 9 À 16H30

Comment maîtriser le risque en santé publique vétérinaire ?

Colloque
Organisé par l'Association d'épidémiologie et de santé
animale (AESA)
Faculté de Médecine vétérinaire,
amphithéâtre Thiernesse
Contacts : tél. 04.366.42.63,
e-mail etienne.thiry@ulg.ac.be

VENDREDI 24 MAI, 20H

Concert

Ibert, *Escapes*; Saint-Saëns, *Concerto pour piano n°2*;
Falla, *Le Tricorne*
Direction, Edmond Colomer; présentation,
Jean-Marc Onkelinx; Fazil Say, piano;
Maria Lluïsa Muntada, mezzo-soprano
Salle philharmonique, OPL,
boulevard Piercot 25, 4000 Liège
Contacts : tél. 04.366.24.06, e-mail glegrain@ulg.ac.be

DU 24 MAI AU 18 AOÛT

Meditazione - Méditation

Exposition de sculptures
Parc du Château de Colonster, Sart-Tilman
Contacts : tél. 04.366.22.20,
e-mail musee.pleinair@ulg.ac.be
➔ Voir page 7

MERCREDI 29 MAI, 20H

Liège en chantier

Conférence
Par William Ancion
Maison Renaissance de l'Emulation,
rue Charles Magnette 9, 4000 Liège
Contacts : Anne-Françoise Lemaire, tél. 04.223.60.19,
e-mail soc.emulation@swing.be

DU 29 AU 31 MAI

XVII^e congrès annuel de la Société de chirurgie vasculaire de langue française

Présidé par le Pr Raymond Limet (ULg)
Palais des Congrès, 4000 Liège
Contacts : tél. 04.366.71.63, e-mail rlimet@ulg.ac.be

JEUDI 30 MAI, 9H

Fraudes et entreprises - mise en cause des acteurs internes et externes

Colloque
Auditoire Durkheim, faculté de Droit, Sart-Tilman
(P15, P16)
Contacts : Michaël Dantinne, service de criminologie,
tél. 04.366.29.63, e-mail mdantinne@ulg.ac.be
➔ Voir page 7

JEUDI 30 MAI, 19H

Traitement de la dépression : chimiothérapie et/ou psychothérapie ?

Séminaire
Organisé par le Pr Marc Anseau, avec la participation
du Pr Jean-Luc Venisse (Nantes)
Château de Colonster, Sart-Tilman
Contacts : tél. 04.366.79.60,
e-mail Marc.Ansseau@ulg.ac.be

JEUDI 30 MAI, 20H

L'art rupestre de l'Atlas marocain

Conférence Aslira
Par Marcel Otte
Musée de préhistoire (bât.A4),
quai Roosevelt, 4000 Liège
Contacts : service de préhistoire, tél. 04.366.54.76

VENDREDI 31 MAI, 9H

Le tribunal de police en mouvement

Colloque organisé par le jeune Barreau et
la faculté de Droit
Présidé par le Pr Adrien Masset et J.-Fr. Defourny
Auditoire Durkheim, faculté de Droit, Sart-Tilman
Contacts : tél. 04.366.31.59,
e-mail mylognoul@ulg.ac.be

VENDREDI 31 MAI, 20H

La mesure des distances en astronomie

Conférence
Organisée par la Société astronomique de Liège
Par Luc Louys
Contacts : SAL, répondeur 04.253.35.90

MERCREDI 12 JUIN, 15H ET 19H30

L'athénée Léonie de Waha, une pièce maîtresse du modernisme

Visite-conférence par Pierre Henrion (Art&fact)
Athénée Léonie de Waha,
boulevard d'Avroy 96, 4000 Liège
Contacts : tél. 04.366.56.04

MERCREDI 12 JUIN, 18 ET 19H

Visite guidée de la pile à combustible

Organisée par les Amis de l'ULg
Contacts : tél. 04.366.56.24,
e-mail sg.amis@guest.ulg.ac.be

JEUDI 13 JUIN, DE 14 À 18H

Solutions "voix" et "données"

les plus adaptées aux petites structures
Colloque Forum Telecom de la SPI+
Château de Colonster, Sart-Tilman
Contacts : France Bierbaum, tél. 04.366.54.75,
e-mail fb@liegeonline.be,
site <http://www.liegeonline.be/tic/forum/agenda.html>

LES 14, 18, 20 ET 22 JUIN À 20H, LE 16 À 15H

Andrea Chénier de Umberto Giordano

Opéra
Théâtre royal, 4000 Liège
Contacts : tél. 04.221.47.22

SAMEDI 22 JUIN

Rencontre internationale de la Société d'imagerie génito-urinaire

Avec la participation des Prs J.-P. Schaaps et
J.-M. Foidart de l'ULg ainsi que des Drs FKridelka,
A. Thille, T. Belhocine
Palais des Congrès, 4000 Liège
Contacts : Dominique Denis, tél. 04.254.72.81,
e-mail alain.thille@chrcitadelle.be

MARDI 25 JUIN

Remise du prix du Corps consulaire de la province de Liège

Château de Colonster, Sart-Tilman
Contacts : Jacqueline Claude, tél. 04.366.52.31,
e-mail Jacqueline.Claude@ulg.ac.be

JEUDI 27 JUIN

"Matinée ULg, mode d'emploi" et "Objectif ULg"

Journée portes ouvertes
Contacts : Promotion et information sur les études,
tél. 04.366.52.49, e-mail info.etudes@ulg.ac.be

DU VENDREDI 2 AU SAMEDI 10

Vienne et Salzbourg

Voyage organisé par Art&fact (Isabelle Verhoeven et
Pierre Henrion)
Inscriptions avant le 1^{er} juin
Contacts : tél. 04.366.56.04

L'héritage des conquistadors

■ Réunies en une exposition qui se tiendra jusqu'au 31 mai à la galerie Wittert, une cinquantaine de photographies nous présentent les "Haciendas des Andes". L'auteur, André Stevens, architecte-photographe diplômé de l'UCL, nous invite à un voyage dans les terres isolées de l'Amérique ibérique, qui est aussi un voyage dans le temps.

André Stevens est un homme de terrain. Depuis 30 ans, il parcourt le monde à la recherche des architectures méconnues, et en particulier du patrimoine bâti en terre crue, sa spécialité. Ses recherches l'ont conduit aussi bien en Afrique et en Asie centrale qu'au Moyen-Orient et en Amérique du Sud. Au cours d'un séjour en Amérique ibérique en tant que coopérant belge à l'Institut national du patrimoine culturel d'Equateur, il fait connaissance avec les haciendas. Il y retournera pour les photographier. Le travail haut en couleur exposé aujourd'hui à la galerie Wittert est le fruit de ses voyages en Bolivie, au Pérou et en Equateur.

Résultat d'une invasion

Les haciendas sont des fermes-villas issues de l'hispanisation et de l'évangélisation qui déferlèrent à partir du XVI^e siècle sur les Andes équatoriales. Anciennement, elles servaient de résidences secondaires et de garde-manger aux ordres religieux implantés en Amérique du Sud après les invasions des conquistadors.

Situées à l'écart des villes, dans une nature luxuriante, les haciendas sont particulièrement isolées et difficiles d'accès. « Les propriétaires ne laissent pas facilement pénétrer des étrangers sur leur territoire. Ils craignent surtout les Indiens », explique André Stevens. Et pour cause, depuis plusieurs années, les Indiens revendiquent leurs terres et commettent des actes vengeurs. D'autant plus qu'ils savent pertinemment que la plupart de ces villas sont la propriété d'institutions nationales ou de citoyens très

aisés. « Les propriétaires cachent tous une arme sous leur oreiller », confirme le photographe.

Pourtant, dans une volonté de pacification, la Bolivie et le Pérou avaient organisé des réformes agraires (en 1953 et en 1969). Ce fut un échec total, et beaucoup d'haciendas furent alors abandonnées ou détruites. De plus, comme le déplore André Stevens, « lorsque l'hacienda appartient à une communauté (une université, un ministère, une administration communale), on observe une absence totale d'entretien ». C'est devant ce constat que l'architecte perçoit sa véritable mission : « Il s'agit de sensibiliser le monde à l'existence de ce patrimoine et d'encourager les initiatives permettant de remettre sur pied cet héritage architectural et paysager, à la fois national et universel. »

Témoin d'une histoire

Six séjours dans les Andes, six mois de pérégrination, 170 haciendas visitées, 3000 dias rapportées, un livre publié : tel est le bilan d'André Stevens. Mais une fois tout ce matériel collecté, encore fallait-il le rendre public. C'est le Centre de recherches et d'études sur l'Amérique ibérique (Creame, c'est-à-dire "crois-moi" en espagnol) de l'université de Liège qui a invité cette exposition dans nos locaux.

Fondé en 1997, le Creame a pour vocation d'être un lieu d'échanges et de projets, un relais entre l'Université et l'Amérique ibérique. Ce souci d'échanges entre cultures a suscité l'intérêt de la Communauté française qui a alloué des fonds pour la publication du livre (*Haciendas des Andes*) reprenant une centaine de photographies. Le souhait d'André Stevens est à présent que ce travail intéresse « un étudiant en histoire de l'art qui réaliserait une thèse sur base de ma documentation ». Car il veut rendre hommage à tous ces bâtisseurs anonymes qui élevèrent ces « éblouissantes architectures écologiques qui se révèlent aujourd'hui les témoins d'un authentique art colonial ».

Gwennael Bernard, Gaëtan Biermans et Mélanie Noiret

Exposition jusqu'au 31 mai, du lundi au jeudi entre 14 et 17h, ou sur rendez-vous. Tél. 04.366.53.29.



Des fermes-villas particulièrement isolées et difficiles d'accès

Meditazione, médita(c)tion

■ Dès le 24 mai prochain, le Musée en plein air du Sart-Tilman présente, dans le parc du château de Colonster, "Meditazione - Médita(c)tion". L'exposition a été montée pour le centre commun de recherche d'Ispra en Italie, qui souligne chaque présidence de l'Union européenne par la mise sur pied de manifestations culturelles ayant trait au pays qui l'exerce. Pour la présidence de la Belgique de juillet à décembre 2001, c'est au travers d'un partenariat avec le bureau d'études Greisch que l'accent a été mis sur la qualité du travail de quelques artistes de la Communauté française. Pour les ingénieurs liégeois, c'était aussi l'occasion de manifester leur intérêt pour les arts plastiques. Un intérêt qui s'est bien souvent matérialisé dans l'aide logistique dont ont bénéficié un grand nombre de créateurs pour la mise en œuvre de projets monumentaux.

Emile Desmedt, Florence Fréson, Anne Jones, Nic Joosen, Anne-Marie Kleenes, Claire Mambourg, Lambert Rocour, Clémence van Lunen, Léon Wuidar : neuf artistes très actifs dans le domaine de l'art public. "Médita(c)tion" n'a pas la prétention d'être un constat objectif sur la création en Communauté française. C'est un choix subjectif, un ensemble de sensations, un regard amateur dans le sens noble du terme. Sa présentation dans le parc du château de Colonster s'inscrit, par ailleurs, dans un



Emile Desmedt, Imago

parcours d'expositions qui lie le Musée en plein air du Sart-Tilman, le Centre wallon d'art contemporain (La Châtaigneraie) à Flémalle, Art Home à Oupeye, le musée de Combain-au-Pont et le centre culturel de Marchin. Il s'agit non seulement de donner à chaque événement une signification plus générale en confrontant son contenu à ce que les autres ont à montrer, mais aussi de constituer autour du symposium de Combain-au-Pont (juillet 2002) un apport qui permette de donner une vision significative de la sculpture en Belgique francophone.

Parc du château de Colonster au Sart-Tilman, du 24 mai au 18 août, ouvert tous les jours.
Renseignements : tél. 04.366.22.20



Un accord de partenariat institutionnel a été signé le 30 avril dernier entre l'ULg et l'université Unimep de Piracicaba (Etat de Sao Paulo), concrétisant ainsi la volonté de l'ULg de développer prioritairement, en Amérique du Sud, sa coopération bilatérale avec le Brésil.

Fraudes et entreprises

■ Le service de criminologie de l'université de Liège organise ce 30 mai un colloque intitulé "Fraudes et entreprises - mise en cause des acteurs internes et externes". L'actualité récente a rappelé l'importance du phénomène et la diversité des fraudes liées au monde de l'entreprise, en soulignant leur impact pour les dirigeants, le personnel ou encore les actionnaires. Dans une médiatisation parfois effrénée, consacrer une journée à une étude nuancée, à destination non seulement des mondes de l'entreprise et des professions juridiques mais aussi des médias et de la communauté scientifique, a paru particulièrement opportun.

Le colloque propose une analyse pragmatique et utile, en donnant la parole à des acteurs de terrain et à des observateurs proches de leur objet d'étude. Il vise à donner un aperçu

quantitatif (données chiffrées) et qualitatif (criminalité informatique, corruption, faillites frauduleuses) du phénomène avant d'envisager des problématiques plus précises : les difficultés et limites de l'audit, le rôle des organes internes de l'entreprise face à la fraude, les implications du modèle de *corporate governance*, la protection des intérêts des petits actionnaires et le rôle de l'éthique et de la déontologie. La manifestation se terminera par une table ronde où chefs d'entreprise, représentants du patronat et des organisations syndicales, magistrats et politiques réagiront aux propos de la journée.

Le jeudi 30 mai dès 9h, faculté de Droit, auditorio Durckheim (P15, P16).
Renseignements : Michaël Dantinne, service de criminologie, tél. 04.366.29.63, e-mail mdantinne@ulg.ac.be



Brèves

Juridiquement votre...

Les services universitaires sont régulièrement amenés à remettre une offre dans le cadre d'appels publics relatifs à des projets de recherche ou étude européens, fédéraux, communautaires ou régionaux. L'autorité adjudicatrice compétente réclame à cette occasion une série de documents administratifs indispensables à la validité de l'offre, dont notamment une attestation ONSS, une attestation fiscale, une copie des statuts de l'organisme soumissionnaire, une copie des bilans et comptes... Afin de faciliter les démarches des services, le service juridique a rassemblé et tient donc en permanence à leur disposition, les documents les plus fréquemment exigés. Il établit également, selon les demandes, des attestations plus particulières. Les services peuvent donc, dès l'obtention des formulaires de soumission, s'adresser au service juridique.

Contacts : tél. 04.366.52.02, e-mail Christelle.Kiehm@ulg.ac.be



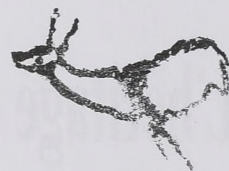
Virus

Le SEGI a mis en service depuis quelques semaines, sur un serveur central placé entre le réseau de l'ULg et le reste de l'internet mondial, un filtre antivirus qui "scanne" tous les messages entrant dans l'ULg et un système de "détection de spam". Pour rappel, un "spam" est un message envoyé massivement dans l'internet, "intrusif" car non sollicité par ses destinataires, et à caractère le plus souvent commercial, financier, ou pornographique. Concrètement, lorsqu'un e-mail infecté est détecté par le serveur central ULg, il est immédiatement intercepté et un message est automatiquement envoyé à l'émetteur présumé, pour lui signaler ce fait. L'e-mail entrant n'est pas transmis au destinataire. A noter que le serveur filtre seulement le courrier venant de l'extérieur de l'ULg et non le courrier intra-ULg, par exemple. Il reste donc indispensable que les utilisateurs disposent sur leur station locale d'un bon programme antivirus et le mettent à jour le plus souvent possible. Quant à l'antispying, même s'il apparaît très efficace, le système ne peut garantir 100% de fiabilité. C'est pourquoi, il ne bloque pas l'e-mail suspect et l'achemine vers le destinataire, après l'avoir "marqué" en lui ajoutant un champ supplémentaire dans son en-tête ("header"). Il laisse ainsi le soin à l'utilisateur d'en faire ce qu'il désire.

Informations sur la page <http://www.ulg.ac.be/segi/antispying.htm>



Les origines de la pensée



Décrypter le mode de pensée des êtres humains est une des recherches scientifiques les plus ardues qui soient. Et quand il s'agit d'explorer celui de nos ancêtres les plus lointains, la tâche s'apparente à une véritable gageure. Marcel Otte, professeur d'archéologie préhistorique à l'ULg, a pourtant relevé le défi. Essai concluant.

« Objets inanimés, avez-vous donc une âme ? », se demandait le poète Lamartine en son temps. Marcel Otte s'est posé une question analogue, mais c'est en vue d'y déceler l'émergence et l'évolution de la pensée humaine qu'il a interrogé les innombrables traces muettes laissées par nos ancêtres de la préhistoire. Et les résultats de son investigation minutieuse, contenus dans son récent livre intitulé *Les origines de la pensée. Archéologie de la conscience**, ne manquent pas d'être éclairants.

Le corps et l'esprit

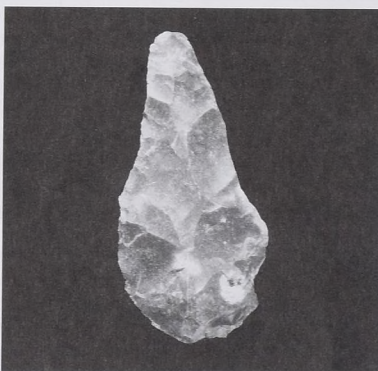
Jugez plutôt. Du biface grossièrement sculpté datant du paléolithique inférieur (entre 2 millions d'années et 3 ou 200 000 ans) à l'outillage sur lames finement taillé du paléolithique supérieur (de 50 ou 40 000 ans jusqu'à 10 et 5 000 ans suivant les régions), en transitant entre autres par les "images-fétiches" retrouvées dans les sépultures du paléolithique moyen, elles sont légion les preuves matérielles des capacités cognitives mises en action par l'ancien anthropoïde de la forêt tropicale africaine, surtout à partir du moment où il s'est aventuré dans les paysages ouverts de la savane.

On sait par ailleurs que, en libérant les mains, la locomotion bipède a favorisé le fonctionnement de l'esprit, d'autant que l'atrophie progressive des muscles de la nuque et le retrait de la face ont permis la libération volumétrique de la boîte crânienne et du larynx. La sédentarisation des populations prédatrices, commencée au Proche-Orient entre les dixième et huitième millénaires, ainsi que la domestication des plantes et des animaux au

néolithique n'ont fait que confirmer les aptitudes conceptuelles et prévisionnelles de l'espèce humaine. En passant de la prédation à la production, autrement dit avec l'apparition des premières sociétés paysannes et des cités, n'est-elle pas devenue petit à petit capable d'échapper au destin purement biologique de ses frères les primates ?

« L'histoire de la pensée est reflétée par l'histoire des techniques. Elles sont à la fois un puissant facteur d'évolution culturelle et un facteur de tri : une communauté donnée sera favorisée dans son évolution dans la mesure même où elle pourra maîtriser l'apprentissage de ces techniques. Celles-ci ont aussi un effet rétroactif sur les possibilités cognitives, car elles sollicitent perpétuellement la pensée », constate Marcel Otte. Qui ajoute, nourri d'une expérience déjà longue sur le terrain : « Pour la condition humaine, c'est la pensée qui est devenue le facteur évolutif essentiel : elle commande son destin et détermine ses transformations. » Aucune de celles-ci n'est passée sous silence dans son ouvrage, lequel s'agrément de dessins, de schémas et de tableaux d'une rare netteté, tous accompagnés d'explications fournies sans jamais être rébarbatives.

C'est là son grand mérite. En 124 pages – ce qui est peu pour un parcours de ces temps préhistoriques à la longueur abyssale –, l'auteur parvient à retracer les grandes étapes de l'évolution du passé de



Le biface, une des preuves de la capacité cognitive de nos lointains ancêtres

Enseignement à distance

La séance de clôture du projet "Formadis" porté par le Laboratoire de soutien à l'enseignement télématique (Labset) de l'université de Liège se tiendra ce 31 mai à Colonster, sous le regard intéressé des ministres Françoise Dupuis et Marie Aréna.

Le Labset (sous la responsabilité académique du Pr D. Leclercq) s'impose dans le domaine de l'enseignement à distance (EAD). Persuadée de l'avenir radieux et de la valeur ajoutée de cette nouvelle façon d'apprendre, l'équipe pluridisciplinaire qui le dirige et qui compte aujourd'hui 24 personnes, multiplie les formations théoriques et pratiques des enseignants curieux des nouvelles technologies.

Le projet "Formadis" fut porté – grâce à un financement du fonds social européen – sur les fonds baptismaux en juin 2001 par deux marraînes : la Région wallonne et la Communauté française. Le but ? Offrir aux personnes désireuses de s'investir dans l'EAD un accompagnement pédagogique et technique pour la mise à distance d'un de leurs cours. Et les propositions affluent. Après sélection, le Labset a retenu 13 candidatures émanant d'universités (Liège, Gembloux, Mons), de hautes écoles (HEC, Hemes, institut Corremans), de centres de compétence (Technofutur, Cepegra) et de centres de formation comme la fondation André Renard, le centre de formation PME ou l'enseignement à distance de la Communauté française.

« Notre tâche est complète et multiforme, explique Marianne Poumay, directrice du laboratoire. Elle commence dès la conception du cours en ligne avec l'enseignant, passe par la réalisation concrète du projet sur le net et par l'expérimentation avec un public-test qui permet d'évaluer l'intérêt du cours développé. Nous avons mis au point une méthode originale de suivi qui intègre notamment des notions de pédagogie, car mettre un cours sur le net de façon efficace et gratifiante pour le professeur comme pour l'étudiant nécessite en effet de poser un autre regard sur la matière que certains enseignent parfois depuis plusieurs années. »

Les résultats de "Formadis" sont concluants : les 13 cours sont en ligne. Certains subissent leur premier test grandeur nature ; d'autres sont déjà opérationnels. Depuis lors, l'université de Liège affiche deux cours supplémentaires à sa jeune liste de cours en ligne : ceux de Christian Hanzen (Application de l'échographie en reproduction bovine) et de Jean-Luc Hornick (Nutrition animale et bromatologie tropicale), de la faculté de Médecine vétérinaire. Alors que cette première année de travail se clôture, le Labset se prépare déjà à renouveler l'expérience en septembre avec de nouveaux partenaires.

Pa. J.

Vendredi 31 mai, dès 9h, au château de Colonster, au Sart-Tilman. Renseignements et inscriptions : tél. 04.366.20.93, e-mail labset@ulg.ac.be, site <http://www.ulg.ac.be/formadis>

l'humanité avant l'écriture, en arrimant chacune d'entre elles à des témoignages archéologiques extrêmement diversifiés. Fossiles humains, outils en pierre taillée et polie, types d'habitat, sagaies et propulseurs, arcs et flèches, art pariétal, mégalithes proliférant sur les rivages océaniques, sans parler des objets rituels d'ensevelissement et autres pendeloques faites à partir de dépouilles animales, tout cet inventaire défile au long d'un texte qui se veut une synthèse tout en échappant à la vulgarisation simplificatrice.

Le passé éclaire le présent

« Ma démarche est diachronique », précise Marcel Otte. Ce qui ne l'empêche pas de parser son propos de réflexions que ne renierait pas un anthropologue ou un philosophe. Un exemple ? « Nous prenons le train en marche et notre vie, dans le meilleur des cas, se réduit à lui donner une faible impulsion supplémentaire, dans le cadre précis et limité de nos activités : la préhistoire rend humble ! » Aveu louable de la part d'un chercheur chez qui le regard scientifique n'a pas entamé la fibre humaniste et qui reconnaît volontiers que « tout questionnement doit être continuellement renouvelé ». Quoi qu'il en soit, par la lumière projetée sur notre passé lointain, ses *Origines de la pensée* nous aident déjà à mieux comprendre comment nous sommes devenus ce que nous sommes. Beau plaidoyer pour la préhistoire.

Henri Deleersnijder

* Sprimont, Mardaga, 2001.

Le TULg coiffe la couronne

60 ans d'existence pour notre théâtre universitaire et une couronne "royale" en guise de cadeau : Robert Germay, son directeur, ne pouvait mieux rêver pour clôturer cette année académique en beauté.

Depuis le 15 février dernier, le théâtre universitaire liégeois, autrement dit le TULg, fait partie de la grande famille des institutions royales. Cocorico pour l'ULg puisque notre théâtre est le premier sur l'ensemble des universités belges à recevoir ce titre honorifique. Pourtant, pour Robert Germay, « ce grade a plus une valeur symbolique que pratique dans la mesure où le TULg a toujours été le théâtre universitaire le plus voyageur de notre pays ». Membre de l'Association internationale du théâtre à l'université (Aitu), le TULg représente notre mère-patrie lors de tous ses déplacements.

Robert Germay a longtemps hésité avant de faire la démarche pour que son protégé soit anobli. « Nous avions d'autres priorités, comme les rencontres internationales de théâtre universitaire (Ritu) par exemple. Elles nous ont demandé beaucoup d'énergie. » Difficile dans ces circonstances de consacrer du temps au dossier "royal", dossier exigeant puisqu'il comprend, entre autres, un descriptif précis des activités et un bilan comptable des cinq dernières années précédant la demande. Pour la petite histoire, ce qui tracassait essentiellement Robert Germay, c'était le nom dont il faudrait affubler le nouveau-né. « Je ne sais toujours pas comment je vais le baptiser d'ailleurs. TULg ne me semble pas très élégant. Je pense que je vais opter pour Turlg : Théâtre universitaire royal de Liège. »

A l'heure du bilan des Ritu, cette notoriété devrait toutefois aider Robert Germay et sa troupe à élargir le festival 2003. « Nous avons fait un break cette année, mais c'est pour mieux rebondir l'an prochain. Et outre les 20 ans des Ritu, cette couronne est une raison supplémentaire pour faire quelque chose de plus important. » Et qui sait, peut-être de nouveaux investisseurs se laisseront-ils, à l'avenir, séduire par le brillant des joyaux.

Céline Laurent

Cryotribologie, spécialité liégeoise

Liège est devenue l'un des hauts lieux de la technologie spatiale européenne. Nouvelle preuve : le Centre d'essais cryotechniques de la faculté des Sciences appliquées

Le Centre spatial de Liège (CSL), fruit d'une étroite collaboration entre l'Université et l'Agence spatiale européenne (ESA), joue un rôle primordial dans la conception, l'intégration, la calibration, la qualification pour l'espace d'équipements opto-électroniques de haute précision. Il a fait éclore un "spatiopôle" de PME qui développent et exploitent des produits et services à grande valeur ajoutée : AMOS, Samtech, Spacebel, les sociétés de WSL (Wallonia Space Logistics), etc.

Plus modeste et à l'écart sur le campus universitaire est le Centre d'essais cryotechniques dont s'est dotée la faculté des Sciences appliquées, avec le soutien de la Commission européenne et de la Région wallonne.

« Ce sont des tests de tribologie (science des frottements) destinés à la fusée Ariane qui sont à l'origine de ce centre, explique le Pr Jean Bozet, qui dirige les laboratoires EMT (éléments de machines - tribologie). Avec des moyens high-tech, qui ont été mis au point à l'Université, nous étudions le frottement de matériaux dissemblables, comme la matière plastique sur de l'inox, ainsi que le comportement des matériaux à de très basses températures, sans possibilité d'inflammation, dans un environnement terriblement oxydant. » En réponse à une demande du Centre national d'études spatiales (le Cnes français), chargé du programme Ariane, les services du Cior (chimie industrielle et organique du Pr Albert Germain) et d'EMT ont uni leurs compétences et ressources pour résoudre des problèmes technologiques à bord du troisième étage de la fusée. Il s'agissait d'éliminer les caprices dans le processus d'allumage de son propulseur à hydrogène et oxygène liquides, d'éprouver dans des conditions extrêmes la tenue du roulement de sa turbopompe pour l'oxygène liquide.



L'équipe qui anime le Centre d'essais cryotechniques : de gauche à droite, les chercheurs Marc Nélis et Jean-Luc Bozet, l'ingénieur Claude Dodet et le professeur Jean Bozet.

L'installation, unique en Europe, comprend bunker, poste de commande, salle de montage et ateliers techniques. Elle est équipée de deux machines pion-disques ou tribomètres qui étudient la compatibilité de matériaux avec l'oxygène liquide. Elle vient de mettre en service une machine à palier polyvalente, conçue à l'Université, avec l'aide financière de la firme allemande MAN Technologie laquelle sert à la mise au point de composants plus résistants pour les prochains moteurs-fusées. Le Centre d'essais cryotechniques compte participer, aux côtés de Snecma et Techspace Aero, à la réalisation du propulseur réallumable Vinci qui doit équiper la fusée Ariane 5 Plus de 2006. Si les premiers clients du Centre d'essais cryotechniques appartiennent au secteur spatial, son équipement est mis à la disposition de toute entreprise qui est confrontée, pour des raisons de sécurité, rentabilité et fiabilité, au fonctionnement de mécanismes (vannes, roulements, paliers) à de très basses températures.

Théo Pirard

Petit lifting pour l'EGSS

Dès la rentrée prochaine, la faculté d'Economie, de Gestion et de Sciences sociales change de look et réunit en une seule deux candidatures : celle en sciences économiques et celle en sciences de gestion.

Pour les non-initiés, l'économie et la gestion sont deux matières assez semblables. C'est vrai et faux à la fois. « On peut définir l'économie comme la science qui s'intéresse aux mécanismes économiques et étudie des thèmes comme le rôle de la monnaie, la croissance économique, les finances publiques ou le chômage. Cette orientation ouvre la voie à des postes dans les services de recherche des banques, dans les administrations ou encore au Bureau du plan, explique le doyen Bernard Jurion. La gestion mène plutôt à une carrière en entreprises, qu'il s'agisse de gestion des ressources humaines, de gestion financière, comptable ou encore de marketing et de production. Les entreprises industrielles et de services, notamment les sociétés de consultance, font fréquemment appel à ces diplômés. »

Jusque-là, quatre filières cohabitaient au sein de la Faculté. « Or, explique le Pr Albert Corhay, on s'aperçoit que les rhétoriciens fraîchement promus,

choisissent un peu au hasard leur orientation en économie ou en gestion. Nous voulons dès lors leur offrir la possibilité d'opter pour l'une ou l'autre branche à la fin de leur première année universitaire, lorsqu'ils auront goûté aux deux disciplines. » Et de rapprocher sensiblement sciences économiques et sciences de gestion. La nouvelle grille des cours de la première candidature sera d'application dès octobre 2002. « L'offre est ainsi simplifiée, déclare le Doyen. Et notre Université proposera, comme la majorité des institutions universitaires, trois filières : "science sociales" "sciences économiques-sciences de gestion" et "ingénieur de gestion". »

Notons que cette modification n'entraînera ni création ni suppression de cours, même si les deux cursus subiront un léger maquillage en première année : 45 heures supplémentaires en sciences économiques (plus de langues) et suppression de 30 heures en sciences de gestion (moins de mathématiques). Un programme commun en 1^{re} candidature qui, dès la rentrée prochaine, comportera 660 heures.

Pa.J.

Renseignements : secrétariat, Lidy Mignolet, tél. 04.366.27.26, e-mail Lidy.Lambotte@ulg.ac.be



Brèves

Vitrine

Publish or perish... Sans aller jusque-là, force est de reconnaître que la publication est une des pierres angulaires de la vie scientifique. Abouissement de la recherche et fil rouge des CV, la publication est aussi et avant tout la manifestation la plus tangible de la vitalité intellectuelle de l'Université. Au-delà des articles dans les revues spécialisées, la monographie vise souvent un public plus large et demeure, contre vents et marées informatiques, une carte de visite irremplaçable pour les chercheurs et l'institution. Depuis bientôt deux ans, un site discret de notre Alma mater sert de vitrine aux livres publiés par les universitaires liégeois et permet aux visiteurs d'effectuer des recherches par mot-clé, auteur ou Faculté. En ce début de printemps, on y voit fleurir déjà plus de 300 titres. Pas mal ! Pour ceux qui désirent simplement le découvrir ou ajouter des références, une seule adresse : <http://www.segi.ulg.ac.be/admc/pubulg/index.lasso>



9

Confidentialité

350 personnes se sont retrouvées à Colonster pour la journée Bioforum du 3 mai dernier. Huit stands et 70 posters étaient disposés à l'attention, notamment, des 88 industriels présents. A cette occasion, Michel Morant, directeur de l'Interface Université-Entreprises, a évoqué le problème de la confidentialité des informations en insistant sur l'intérêt, pour les chercheurs, de signer des "accords de confidentialité" et des Material Transfer Agreements (MTA).

Contacts : informations disponibles sur le site de l'Interface <http://www.ulg.ac.be/entreprises> (cliquer sur "Valorisation de la recherche", puis sur "Confidentialité/MTA").

Export

Permettre à de jeunes créateurs de spin-offs universitaires d'ouvrir leurs activités à l'exportation à un stade très précoce de leur projet d'entreprise, soit dès l'élaboration du business plan, était l'objectif du projet "Euro entrepreneurship". Cinq équipes liégeoises avaient été retenues. Un an plus tard, les résultats sont très positifs, à la fois pour les spin-offs (ouverture de marchés, élargissement du carnet d'adresses, meilleures chances de succès) et pour la cellule Interface Entreprises-Université qui, grâce aux contacts interfrontaliers, a amélioré son service à l'égard des futures spin-offs. Une coopération qui, espérons-le, ne s'êteindra pas avec la clôture du projet...

Contacts : Fabienne Hocquet, tél. 04.349.85.16, e-mail F.Hocquet@ulg.ac.be

UNIVERSITÉ DE LIEGE



Institut supérieur des
Langues vivantes I.S.L.V

Département des Langues étrangères

COURS DE LANGUES

A. STAGES PRÉPARATOIRES

Anglais, allemand, néerlandais

Juillet : 2 semaines (30 h.)

Septembre : 3 semaines (45 h.)

3 h./jour : de 9 à 12 heures

Droits d'inscription :

Session de juillet : 125 EUR

Session de septembre : 150 EUR

B. COURS DU SOIR :

■ Anglais, allemand, néerlandais,

■ italien et espagnol

■ 2 h./sem. - 50 h. de cours

■ Plusieurs niveaux

■ Le test de fin d'année donne droit à un certificat.

■ Droits d'inscription :

185 EUR

125 EUR (pour les étudiants)

Le Programme d'Activités peut être obtenu

- par tél. : 04/366.55.17 ou par fax :

04/366.57.16

- par e-mail : Jeannine.Boulanger@ulg.ac.be

Internet : <http://www.ulg.ac.be/islv>

Département des Langues étrangères
7/A1, place du 20 Août (2nd entresol)

4000 LIEGE



Brèves

ULg dialogue avec toi

Pour répondre aux éventuels coups de blues pendant la bloqué ou pendant la session d'exams, l'ULg met en place une ligne téléphonique accessible aux étudiants et à leurs parents. Des personnes ressources écoutent et orientent les jeunes souvent inquiets face à la matière... Numéro 04.366.2000, de 12 à 14h, et de 17 à 23h.

Momentanément fermé

En raison du transfert de ses collections dans de nouveaux locaux, le **Fonds d'histoire du mouvement wallon est fermé au public**. La réouverture est prévue pour le 2 octobre. Nouvelle adresse : avenue de Cointe 5, 4000 Liège.

Collages

« L'on croyait avoir fini avec le collage, cette manie d'artiste sans atelier qui voit les écrivains s'y consacrer, les peintres s'y reposer. Il faut donc savoir gré à André Stas d'avoir continué à brandir les ciseaux en refusant au genre une fonction historique », s'enthousiasme Xavier Canonne, directeur du Musée de la photographie de Charleroi.

Exposition à La Châtaigneraie (Centre wallon d'art contemporain), chaussée de Ramoul 19, 4400 Flémalle, jusqu'au 2 juin. Exposition ouverte de 14 à 18h, sauf les lundis et jour fériés, ou sur rendez-vous. Contacts : tél. 04.275.33.30



Chansons estudiantines

Grande première : le répertoire des chansons d'étudiants dans la salle philharmonique de Liège ! Une soirée proposée par les Amis de l'orchestre et l'Association royale des médecins sortis de l'ULg. Un concert en 20 chansons sous la direction d'Edouard Audoan, baryton, et François Rukavina au piano. En chœur : « La digue du cul... » Samedi 1^{er} juin, bd Piercot 25, 4000 Liège, tél. 04.220.00.00

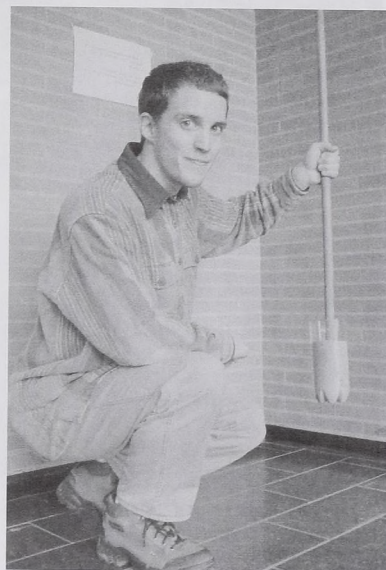
Physique beach festival

Malgré le succès rencontré par le récent Printemps des sciences à l'ULg, force est de constater que les physiciens universitaires ont du mal à se débarrasser de cette petite touche d'austérité qui leur colle si mal à la peau. Pourtant, si la science n'est pas une kermesse permanente, elle peut se muer en spectacle par l'entremise de trois jeunes doctorants pas comme les autres.

Quel est le volume d'un kilo de sable ? Si cette question anodine semble amener une réponse aussi peu absconse que le fameux kilo de plume ou de plomb, bien malin sera celui qui y répondra de manière péremptoire. Car pour mesurer la place occupée par le sable, encore faudrait-il le tasser à l'infini afin d'éliminer tous les interstices qui séparent ses grains. Voici comment, jouissant du léchage chaud des rayons de soleil à la périphérie de votre corps affalé sur la plage, entre les vendeurs de chichis et de boissons fraîches, vous venez de pénétrer l'univers étrange des matériaux granulaires.

Des granulés dans les céréales

C'est à Noordwijk, aux Pays-Bas, que Hélène Decauwer, Noé Lecoq et Hervé Caps (doctorants en astrophysique et en physique statistique) sont allés défendre les couleurs de notre Alma mater à *Physics on stage*, un rendez-vous international organisé par l'European Space Agency (ESA) et le Centre européen de physique nucléaire (Cern). Objectif de ce grand congrès destiné aux professeurs de tous



Vous vous êtes toujours demandé pourquoi vous devez planter votre parasol dans le sable en effectuant un tassement autour du piquet ? Trois doctorants répondent à la question.

niveaux : promouvoir l'enseignement de la physique dans le cycle secondaire à travers des expériences de vulgarisation à caractère plutôt ludique. « C'est lorsque nous participions à une exposition de physique à la Maison de la science que Roger Moreau, l'ancien directeur, nous a suggéré l'idée de participer à *Physics on stage* », explique Hélène.

Après acceptation de leur projet d'exposé par le comité belge, nos lauréats passionnés de physique ont

donc pu peaufiner leur spectacle de vulgarisation et d'illustration dans un domaine de recherche encore trop méconnu : celui des granulés, situés entre les fluides et les solides. Ils ont donc présenté durant une demi-heure, en ce début avril, les propriétés surprenantes de leur matériau fétiche devant 300 représentants issus de 22 pays. « Nous aurons droit à de la musique, à des lumières et à des projections, commentait Hervé avant le départ. Nous avons choisi de suivre le fil conducteur d'une famille passant une journée à la plage et nous jouerons vraiment les rôles. Hélène et moi serons les parents et Noé l'enfant. On se la jouera très cartoon, déguisés avec short, chapeau de paille et fausse voiture. »

Car il semble qu'il faille parfois user des attributs propres au théâtre pour attirer l'attention d'un (jeune) public sur les mystères de phénomènes physiques. Le sable, granulé par excellence, constitue à cet égard une excellente entrée en matière et notre famille, confrontée à la nécessité impérieuse de réaliser un château défiant les vagues, ne manquera pas de constater que seul le sable humide convient à cet exercice. Effectivement, l'eau semble agir comme un joint. Mais par quel truchement ? Mystère... Car l'équation expliquant ce phénomène n'a pas encore été découverte. Idem pour les céréales préférées de Kevin dont les pépites de chocolat tombent toujours au fond du bol ou du paquet, l'obligeant à jouer de la cuillère avant de tomber sur le fameux trésor fondant. Il s'agit bien évidemment d'un phénomène spontané qui, bien qu'illustré de maintes façons, n'est pas encore expliqué par un modèle scientifique. Dans la même veine, qui a déjà essayé de planter son parasol dans le sable sans devoir effectuer un tassement autour du piquet ? Ou pourquoi les dunes se succèdent-elles à intervalles réguliers dans le désert ?

Ta prof en short...

Toutes ces interrogations étant encore au seuil de l'étude depuis une vingtaine d'années seulement, elles demeurent susceptibles d'attiser la curiosité des scientifiques de demain et de rendre à la science son caractère ludique. Et lorsque Hélène et Noé embrasseront leur carrière d'enseignants en postulant de rendre la science moins rébarbative, il est fort à parier que leurs futurs élèves se mettront à applaudir les équations. Du jamais vu, surtout si le prof arbore la tenue du petit baigneur.

Fabrice Terlonge



Un championnat interfacultaire fair-play

Fabrice Terlonge

Ligue des champions ULg

A l'heure où les prémices de la coupe du monde attisent la boulimie télévisuelle des supporters de tout poil, les championnats interfacultaires de football en salle viennent de connaître leur point d'orgue dans une ambiance fair-play. Une finale plus bruyante dans les vestiaires que sur les gradins.

« Allez, les gars... Un peu de rigueur, on suit le match... Accélère ! » Si les injonctions coutumières de nos bretteurs de la balle résonnent encore dans les salles des centres sportifs du Sart-Tilman, c'est grâce au succès rencontré cette année par le championnat du RCAE. En effet, les 63 équipes qui se sont affrontées cette année font de la section football en salle l'une des plus importantes du moment avec près de 500 membres inscrits. Un succès encore limité par le manque d'infrastructures qui confirme également la recrudescence du nombre d'adeptes de l'activité physique à l'Université puisque le service des sports enregistre une hausse de 1300 inscriptions en quatre ans, réparties sur la cinquantaine de disciplines proposées.

Alors que le mini-foot demeure une affaire d'hommes, force est de constater que les femmes n'y sont pas pour autant hors-jeu. A commencer par Nathalie Clignet, secrétaire du RCAE, qui orchestre depuis plusieurs années déjà l'ensemble du championnat. Incollable sur l'organisation de la compétition, elle en décortique prolixement le déroulement axé sur une division en deux groupes de niveaux distincts et une répartition en 12 poules avec certaines phases d'élimination directe. « L'objectif était que les participants jouent le plus possible », commente Jos Clijsters, directeur des sports.

Et puis, il y a Rita, la juge arbitre de bon nombre de rencontres parfois houleuses. Une forte personnalité qui a fait de l'autorité et de la patience

ses maîtres-mots pour gérer des rencontres « parfois assez hard au point d'avoir été agressée un jour par une équipe et fort heureusement défendue par ses adversaires ».

« Il est vrai que certains profitent d'un arbitrage plus laxiste, visant à faciliter le jeu, pour évoluer dangereusement », relève Sébastien, le capitaine autoproclamé des grands vainqueurs de l'édition 2002 : l'équipe intitulée, sans véritable raison, « Le reste du monde ». Réaliste, cette majorité de doctorants biochimistes du Centre d'ingénierie des bactéries (CIB) commentait son triomphe après une première victoire en 2000 et une seconde place l'an passé : « On n'a pas perdu un seul match cette année. Nous avons su faire preuve de réalisme devant le goal en jouant avec nos qualités. » De constants bons résultats liés aux qualités sportives de certains joueurs évoluant en dehors du contexte universitaire, tel Sébastien qui, aux dires de ses coéquipiers, jouerait avec une jambe supplémentaire.



Inspiration

La responsabilité des intellectuels consiste à avertir la société des risques qu'elle court. C'est à un "colloque d'extrême urgence" que conviaient le Conseil universitaire du personnel scientifique et la Fédération des étudiants, ce lundi 6 mai. Certes, au lendemain de l'élection de Jacques Chirac, les esprits étaient rassurés. Pourtant, il ne faut pas négliger l'impact que la propagande du FN laissera dans les esprits. Et si l'hypothèse du mimétisme francophone – émise dans le livre co-dirigé par les Prs Jean Beaufays et Paul Delnoy, *Pour la démocratie. Contrer l'extrémisme liberticide* – se vérifie, il faut sans doute se retremper les manches. C'est en tout cas la volonté manifestée par plusieurs chercheurs de l'ULg.

« Il faut réagir, anticiper, décoder et mettre ensemble nos expériences pour mieux analyser les diverses composantes de la montée de l'intolérance », affirme Pierre Verjans, chef de travaux en sciences politiques et organisateur du colloque. Car, si l'on doit admettre qu'une certaine frange de la population rejette le système démocratique, il faut lutter contre cette tendance. Fermeement.

Une des méthodes consiste à comprendre les mécanismes d'adhésion aux discours d'extrême droite tout en révélant les pièges de la rhétorique utilisée. C'est le rôle des chercheurs. Car les analyses sérieuses de l'immigration, par exemple, montrent que les fantasmes brandis par Le Pen sont faux. Et la science historique nous rappelle que, parmi les quatre droits fondamentaux proclamés en 1789, figuraient la liberté et l'égalité, mais aussi la sûreté et la propriété. Deux termes confisqués aujourd'hui par l'extrême droite et qu'il faut se réapproprier. Avis aux politiques.

Et appel aux médias. Quand inviteront-ils, dans leurs colonnes ou sur les plateaux, les chercheurs pour expliciter les résultats de leurs recherches ? Si les universitaires doivent s'investir davantage dans la vulgarisation de leur travail et manifester constamment un souci de partage des connaissances, encore faut-il leur tendre le micro.

C'est dans cette optique que les chercheurs ulgistes envisagent la constitution d'un réseau "d'extrême urgence". Un réseau d'informations sur l'extrême droite, indépendant, alimenté par des contributions de chercheurs de toutes les Facultés, de toutes les disciplines, pour mettre à la disposition de la société (et des journalistes) une information de qualité.

La rédaction

Contacts : Pierre Verjans (pverjans@ulg.ac.be) et Philippe Vincent, président du Conseil universitaire du personnel scientifique (ph.vincent@ulg.ac.be)

Avis

Le bouclage du prochain numéro du *Quinzième jour* aura lieu le 31 mai. Merci de nous contacter !

Trois questions à

Martine Jaminon

L'université et la Maison de la science

Martine Jaminon est la nouvelle directrice de la Maison de la science.

Le Quinzième jour : Pouvez-vous nous tracer en quelques mots votre parcours professionnel ?

Martine Jaminon : Mon parcours professionnel peut être qualifié d'atypique ! Je suis docteur en physique depuis 1982. Mes travaux portent au départ sur la physique nucléaire qui évolue de plus en plus vers la physique des particules. J'ai d'abord été chercheuse à la faculté des Sciences, puis ai entamé la carrière scientifique comme assistante-chef de travaux à la faculté des Sciences appliquées. En 1996, j'ai obtenu la suppléance pour un cours de physique générale en faculté d'Economie dans l'orientation "ingénieur de gestion". L'année suivante, pour des raisons personnelles, j'ai poursuivi mes recherches à l'université autonome de Madrid où j'ai enseigné, tout en assurant mes cours et travaux pratiques à l'ULg. C'est lors de mon retour à Liège en 2000 que j'ai appris le départ de Roger Moreau, directeur de la Maison de la science. J'ai alors décidé de saisir l'occasion de m'investir dans la promotion des sciences, tout en conservant une certaine d'heures de cours. C'est ainsi que, depuis octobre dernier, je travaille avec une petite équipe dynamique et profite des liens étroits tissés entre la Maison de la science et l'asbl Science et Culture. J'ai aussi noué de fructueux contacts avec l'Aquarium, le Musée de zoologie et le Centre d'histoire des sciences. Je travaille actuellement sur la mise à jour du site web* qui, à mon sens, doit donner des informations pratiques mais aussi permettre d'enrichir ses connaissances. C'est la moindre des choses...

Le Q.J. : Comment caractériser la Maison de la science ?

M.J. : C'est un lieu où l'on peut se familiariser avec les sciences. Près de 30 000 personnes par an franchissent notre seuil dans ce but. Jusqu'à présent, les élèves du secondaire constituaient notre public-cible, mais je pense qu'il faut maintenant se tourner vers les classes du primaire. Non seulement parce que certains collèges, certains athénées sont bien pourvus en matériel scientifique et n'ont donc pas vraiment besoin de se déplacer jusqu'au quai Van Beneden (ce qui est rarement le cas en primaire), mais aussi parce que le goût des sciences peut s'acquiescer très tôt et que les petits sont particulièrement enthousiastes. Ce sont de vrais éponges qui ne demandent qu'à se gorger de savoir. Je crois d'ailleurs que les scientifiques sont d'éternels enfants curieux et rêveurs.

J'insiste sur un point : la Maison n'est pas un musée. C'est un petit "palais de la découverte". Je veux que les enfants s'y amusent (ils apprécient tout particulièrement les hologrammes, les illusions d'optique et l'animation sur l'électrostatique), que leur curiosité soit mise en éveil et satisfaite. C'est la raison pour laquelle je développe, à leur intention, des expériences interactives. Dans cette optique, nous avons organisé des stages d'éveil scientifique pendant les vacances de Noël, de Carnaval et de Pâques qui ont rencontré un vrai succès. En plus des

animations réalisées à la Maison de la science, nous avons fait une visite guidée de l'Aquarium et du Musée de zoologie, et terminé le stage par une promenade en bateau sur la Meuse. A chaque stage, j'invite également un chercheur d'envergure internationale à venir parler de sa profession. Cette fois, c'était Jacqueline Lecomte (de la faculté des Sciences appliquées) qui a présenté aux enfants une facette concrète de son métier d'ingénierie.

Le Q.J. : Ou comment prouver que femme et science font bon ménage ?

M.J. : Effectivement. Je veux montrer que les métiers scientifiques sont accessibles aux filles. La physique, les mathématiques ne sont pas l'apanage d'élites masculines ! Or on constate une désaffection du public féminin dans ces options. Non seulement les filles sont capables de réussir les études, mais elles peuvent concilier, recherche et une vie familiale à laquelle elles aspirent. Pour moi, c'était un peu un défi que d'entamer des études universitaires en physique. J'y ai trouvé énormément de plaisir. Car, qu'est-ce que la science ? C'est comprendre, découvrir, connaître. Certaines choses font peur, le fait de les étudier annule ou minimise ces craintes. Je suis d'ailleurs en train de monter une exposition sur "Les femmes, la science et la technologie" dans ce but : sensibiliser les jeunes – et particulièrement les jeunes femmes – aux sciences et aux professions scientifiques.

Propos recueillis par Patricia Janssens

* Site <http://www.ulg.ac.be/masc/>



Respiration

Africa is beautiful. Loin des images-choc dont la télévision nous abreuve, des enfants au ventre qui crie famine, des régimes à la démocratie balbutiante, des catastrophes plus ou moins naturelles, l'Afrique veut relever la tête. Au Sénégal comme dans tout le reste du continent, des paysans, des petits producteurs, des femmes s'associent avec un mot d'ordre tragiquement simple : que tout le monde puisse manger à sa faim. Certes, les Sénégalais ne connaissent pas les grandes famines qui font accourir les médias et pleurer dans les chaumières. Non, ils éprouvent simplement d'énormes difficultés à se nourrir en suffisance tout au long de l'année.

Selon les Nations Unies, l'insécurité alimentaire signifie ne pas pouvoir manger à sa faim à un moment donné mais aussi n'avoir aucune garantie pour le futur. Un concept économique abstrait pour nos esprits de petits Européens bien nourris mais une réalité pour les Talibés, les enfants qui mendient dans les rues de Dakar. Devant ce sombre tableau, des hommes et des femmes ont décidé de se battre. A tous les niveaux, les Africains s'organisent. Dans les villages, on se regroupe, on monte des opérations de micro-crédit, on gère des moulins à mil. A l'échelle du pays, les groupements se fédèrent pour peser sur les décisions politiques. Dans les grands-messes du commerce international, toutes ces structures revendiquent un traitement équitable. Parce que si le petit producteur sénégalais n'a pas participé aux débats de l'Organisation mondiale du commerce, il en subit tous les jours les conséquences. L'ouverture des marchés a provoqué la mise en concurrence de son riz cultivé à la main avec celui du producteur américain suréquipé.

Face à tous ces grands défis, les paysans africains veulent se prendre en main et ne laisser à personne le soin de parler en leur nom. Fini le temps où les hommes politiques concoctaient des plans avant de les imposer à la base. Les organisations paysannes sont désormais des partenaires à part entière. L'Etat sénégalais l'a appris à ses dépens : le Conseil national de concertation des ruraux (CNCR) a refusé de traiter avec lui tant qu'il n'obtenait pas une organisation régulière des réunions avec le pouvoir de tutelle et une rencontre avec le président de la République une fois par an. Le conflit a duré six mois ; les paysans ont obtenu gain de cause. Les rapports avec les bailleurs de fonds occidentaux, principalement les ONG, ont également changé. Plus question d'arriver en Afrique avec des solutions "miracles" totalement inapplicables sur le terrain. Après le paternalisme hérité de la colonisation, voici le temps de la responsabilisation. Les projets sont établis en concertation avec des partenaires locaux, notamment les universités africaines. On assiste, on conseille, on finance mais on n'impose plus.

La prise de responsabilité du monde paysan ne constitue qu'une première étape. Lorsque l'Afrique n'aura plus besoin de l'aumône des pays riches pour nourrir sa population, lorsqu'elle sera un interlocuteur incontournable dans les grandes réunions internationales, lorsqu'elle aura acquis une crédibilité à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, alors, ce jour-là, l'Afrique sera vraiment belle.

Céline Sérusiaux,
2^e licence information et communication,
partie en mission au Sénégal avec l'ONG
belge SOS Faim

L'interview de Willy Demeyer – parue dans *Le Quinzième jour* n°113 – comportait une lacune que nous tenons à combler : si la ville de Liège a rejoint officiellement la Communauté des villes Ariane (CVA) en décembre dernier, c'est non seulement grâce à Techspace Aero mais aussi à Jean-Luc Bozet, chargé de cours à la faculté des Sciences appliquées de l'ULg.

Le Quinzième jour du mois n° 114

Place du 20-Août 7, bâtiment A1, 4000 Liège - <<http://www.ulg.ac.be/le15jour/>> - Éditeur responsable : Léopold Bragard
Comité de suivi de la Communication : Jean Beaufays, Michel Born, Michel Delville, Daniel Desmecht, Maurice Lamy, Jacques Nihoul, François Pichault, Jacques Rondal - Rédactrice en chef : Patricia Janssens (04.366.44.14 - E-mail : le15jour@ulg.ac.be, Fax 04.366.44.22)
Secrétaire de rédaction : Catherine Eckhout - Equipe de rédaction : Olivier Beaujean, Henri Deleersnijder, Cellule internet, Didier Moreau, Fabrice Terlonge, les étudiants de 1^{re} et 2^e licence de la section information et communication
Photographie : Françoise Denoël - Secrétariat et mise à jour du site internet : Marie-Noëlle Chevalier (04.366.56.95) - Maquette et mise en pages : Caroline Basteyns
Impression et Photographie : Imp. Frings - Avec la collaboration de Pierre Kroll et de l'asbl de gestion des centres sportifs du Sart-Tilman

